

BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA GENERATION 2011

1	SYNTHESE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2011.....	3
1.1	CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS.....	4
1.2	CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTEURS	8
1.3	ANALYSE PAR ETABLISSEMENTS DE CREDIT	13
2	BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2011.....	18
2.1	LES PAS DE LA GENERATION 2011	18
2.2	LES PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2011.....	40
2.3	LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2011	52
3	BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2011	55
3.1	PAS DOM DE LA GENERATION 2011	55
3.2	PTZ DOM GARANTIS DE LA GENERATION 2011	56
3.3	ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM.....	57
4	ANNEXES.....	58

Avertissement :

La génération 2011 de PAS et de PTZ garantis, relève, comme les générations 2007 et suivantes, du dispositif du « Nouveau FGAS », c'est-à-dire du régime de garantie postérieur à la liquidation, à la fin de l'année 2005, des actifs du Fonds de garantie constitués depuis 1993. La génération 2006 a été rattachée à l'ancien FGAS, moyennant une modification de son périmètre, (prêt émis OU mis en force en 2006), ce qui a une répercussion sur le périmètre des générations suivantes. A compter de la génération 2007, les générations sont composées des prêts garantis émis dans le cadre du NFGAS, **mis en force** au cours de l'année de génération.

Le présent bilan s'attache à la notion de génération au sens conventionnel, ne serait-ce que parce que seule vaut la définition conventionnelle au regard des conditions de prise en garantie des prêts par le FGAS. Pour les générations 2007 à 2011, qui sont les générations du dispositif dit du Nouveau FGAS, l'Etat et les Etablissements de Crédit partagent à parts égales le coût des sinistres éventuels (hormis les cas de sinistralité située dans la zone de malus), contrairement aux générations précédentes, pour lesquelles l'Etat assume désormais seul le coût des sinistres (excepté la sinistralité en zone de malus).

Comme l'année dernière, le présent bilan ne fera pas d'analyse comparative entre les mises en force des différentes années. En effet, la différence d'effectifs entre la génération 2011 et les mises en force de 2011 est minime par rapport aux années précédentes: les constatations faites relativement aux mises en force de 2011 sont donc identiques à celles de la génération 2011.

1 SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GÉNÉRATION 2011

64 408 opérations¹ financées à l'aide de 106 376 prêts garantis pour la génération 2011

Le nombre d'opérations financées avec un prêt garanti de la génération 2011 est de près de 64 400, pour 67 900 en 2010². Depuis 1993, le total cumulé avoisine 1 100 000 opérations, soit plus de 1 687 000 prêts garantis pour un montant prêté total de 84 milliards d'euros.

Nombre d'opérations garanties	Ensemble	Avec prêt à 0% garanti sans Eco-prêt garanti	Avec prêt à 0% garanti et Eco-prêt garanti	Sans prêt à 0% garanti ni Eco-prêt garanti	Sans prêt à 0% garanti avec Eco-prêt garanti
Avec PAS	61 894	41 948	4	19 937	5
Sans PAS	2 514	1 409	7		1 098
Ensemble	64 408	43 357	11	19 937	1 103

La part des opérations avec PAS et PTZ³ garantis est toujours dominante mais après avoir progressé de 6 points en 2010, elle diminue de 11 points en 2011 atteignant 65% (elle était de

¹ Estimations : le système d'information du FGAS ne permettant pas de relier entre elles toutes les déclarations de PAS, de PTZG et d'éco-prêts garantis, les données relatives à une même opération financée par deux ou trois prêts garantis (un PAS et/ou PTZG et/ou un éco-prêt garanti) sont reconstituées en exploitant les bases des prêts à 0% déclarés garantis avec un PAS comme prêt principal, avec un redressement sur le nombre de prêts à 0% réellement garantis au FGAS. Par ailleurs, certains établissements font deux déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte), ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés. Cela est neutre en revanche pour les parts de marché, calculées sur les montants de prêts.

² Le bilan statistique 2011 étant rédigé à partir de la base de données actualisée en février 2012, les résultats affichés pour les années précédentes peuvent différer légèrement de ceux qui ont été publiés en juillet 2011 dans le cadre du Bilan statistique du FGAS en 2010, du fait même de cette actualisation.

76% en 2010). Les opérations financées par un PAS seul représentent 31% en 2011 (18% en 2010), alors que les opérations avec un PTZ garanti et sans PAS restent marginales. Elles diminuent cela dit de 4 points et ne représentent plus que 2% des opérations garanties (6% en 2010).

1.1 CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS

En 2011, la durée moyenne des PAS est de 23 ans et 6 mois, soit 2 mois de plus qu'en 2010.

Le taux nominal moyen des PAS à taux fixe est de 4.20% contre 4.18% en 2010.

❖ Logement neuf

Pour la génération 2011, les logements neufs représentent 48% des opérations garanties par le FGAS (53% dans la génération précédente).

Ce secteur comptabilise, pour la génération 2011, 30 746 opérations financées à 71% par un PTZ garanti associé à un PAS (-18 points par rapport à la génération 2010).

³ Dans ce bilan de la génération 2011, le vocable « **prêts à 0%** » ou son abréviation « **PTZ** » désignera dans la suite du commentaire **les Nouveaux Prêts à 0%** (extension du PTZ à l'ancien sans quotité minimale de travaux à compter du 1^{er} février 2005) ou les **PTZ+** (à compter du 1^{er} janvier 2011).

Opérations neuves garanties	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	21 949	164 300
PAS sans Prêt à 0%	8 358	166 600
Prêt à 0% sans PAS	439	166 700
Ensemble	30 746	164 900
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2011 dans le neuf	89 096	177 300

Le montant moyen de l'opération dans le neuf est de 164 900 € (+1.2% par rapport à la génération 2010).

❖ **Logement dans l'ancien**

➤ **Acquisition avec amélioration**⁴

L'acquisition avec amélioration représente 8 725 opérations, soit 14% de l'ensemble. Ces opérations se répartissent de manière différente à la génération 2010 : 45% pour un financement PTZG+PAS (-12 points), 54% pour un PAS seul (+14 points) et 1% pour un PTZG seul (-2 points).

⁴ La répartition des effectifs entre acquisition-amélioration et acquisition seule étant entachée d'erreurs commises par certains établissements de crédit dans leurs déclarations de prêts garantis, les effectifs de ces deux catégories ont été redressés au vu des déclarations dans le système d'information spécifique du PTZ.

Opérations d'acquisition-amélioration garanties	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	3 908	119 200
PAS sans Prêt à 0%	4 709	152 100
Prêt à 0% sans PAS	97	125 700
Ensemble	8 725 *	137 100
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2011 dans l'acquisition-amélioration	43 687	135 300

* dont 11 éco-prêts garantis

Le coût moyen de l'opération en acquisition-amélioration augmente légèrement et atteint 137 100 € en 2011 (+1.0% par rapport à la génération 2010). L'écart entre le neuf et l'acquisition-amélioration reste toujours assez important : le montant de l'opération dans le premier étant désormais supérieur de 27 800 € à celui dans le second (27 200 € pour la génération 2010).

➤ **Acquisition seule**

Pour la génération 2011, les acquisitions seules ont représenté 22 220 opérations, soit 34% de l'ensemble des opérations garanties (en hausse de 5 points par rapport à la génération 2010), dont 72% sont financées par un PAS et un PTZG, 24% par un PAS seul et 4% par un PTZG seul (pour la génération précédente : 67%, 22% et 12%).

Acquisition seule	Nombre	Montant moyen opération (€)
PAS avec Prêt à 0%	16 094	142 200
PAS sans Prêt à 0%	5 245	159 800
Prêt à 0% sans PAS	881	144 700
Ensemble	22 220	146 400
Rappel : ensemble des prêts à 0% au sens conventionnel de la génération 2011 dans l'acquisition seule	190 449	172 500

Le montant moyen d'opération pour une acquisition seule augmente légèrement à 146 400 € contre 145 500 € en 2010.

➤ **Amélioration seule**

Les opérations d'amélioration seule représentent un peu plus de 4% des opérations garanties, soit 2 729 opérations (dont 1 103 éco-prêts garantis) pour un montant moyen d'opération de 97 500 €

1.2 CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTEURS

L'étude du **revenu** mensuel⁵ moyen de l'année N par type d'opération pour les emprunteurs bénéficiant à la fois d'un PAS et d'un PTZ garanti fait ressortir les statistiques suivantes :

Revenu mensuel moyen des emprunteurs bénéficiant de prêts garantis (PAS+PTZG) (€)	Neuf	Acquisition - amélioration	Acquisition seule	Ensemble
2010	2 280 €	1 960 €	2 080 €	2 180 €
2011	2 260 €	2 060 €	2 100 €	2 180 €
Rappel : ensemble PTZ au sens de la génération 2011	2 800 €	2 700 €	2 950 €	2 880 €

Pour les opérations financées en PAS+PTZG, le revenu mensuel moyen reste identique d'une génération à l'autre. Dans l'ancien ; il augmente de 1.0% dans l'acquisition seule et de 5.1% dans l'acquisition avec amélioration, alors que dans le neuf, il baisse de 0.9%. Le revenu mensuel moyen des ménages contractant un PAS et un PTZ garanti est inférieur à celui de tous les ménages accédant à la propriété à l'aide d'un prêt à 0%, quel que soit le type d'opération (en moyenne, 700 € de moins).

Le calcul du revenu moyen mensuel par unité de consommation (u.c.) selon l'échelle d'Oxford⁶ permet de comparer les emprunteurs d'un PAS et d'un PTZG avec les emprunteurs d'un PTZ quelle que soit leur composition familiale. Le nombre de personnes par ménage des emprunteurs d'un PAS et d'un PTZG est de 3.0 dans le neuf, de 2.8 et 2.6 dans l'acquisition-amélioration et l'acquisition seule. Le revenu par u.c. des ménages ayant des prêts garantis est le plus élevé dans l'acquisition seule (1 084 €) tout en restant inférieur à celui de l'ensemble des ménages bénéficiant d'un PTZ en acquisition seule (1 646 €, soit 34% de différence). Dans l'ensemble, il est de 492 € en dessous de celui de l'ensemble des ménages bénéficiant d'un PTZ.

⁵ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 30% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées, où les montants de revenu sont déclarés comme le revenu mensuel au lieu du revenu annuel.

⁶ L'échelle d'Oxford accorde un poids de 1 à la personne de référence, de 0.7 aux autres personnes de 14 ans ou plus et de 0.5 aux enfants de moins de 14 ans.

Revenu mensuel moyen par unité de consommation des emprunteurs bénéficiant de prêts garantis (PAS+PTZG) (€)	Neuf	Acquisition - amélioration	Acquisition seule	Ensemble
2010	1 012 €	939 €	1 030 €	1 003 €
2011	1 038 €	1 000 €	1 084 €	1 050 €
Rappel : ensemble PTZ au sens de la génération 2011	1 382 €	1 439 €	1 646 €	1 542 €

Dans le secteur du neuf, la hausse du montant moyen d'opération (+1.2%) et la baisse du revenu (-1.3%) augmentent légèrement le poids financier de ces opérations pour les ménages, et ceci quelle que soit la combinaison de prêts concourant au financement de l'opération garantie : désormais l'opération garantie par le FGAS dans le neuf équivaut en moyenne à 6 ans et 1 mois de revenu net, soit 2 mois de plus qu'en 2010 (ratio plus élevé pour les PAS seuls à 6 ans et 2 mois).

Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération pour un logement neuf

Opérations neuves	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PAS avec Prêt à 0%	4.4	4.5	4.5	4.7	4.9	5.2	5.2	5.4	5.6	5.5	5.9	6.1
PAS sans Prêt à 0%	4.6	4.9	5.1	5.2	5.5	5.8	6.1	6.2	6.4	6.0	6.1	6.1
Prêt à 0% sans PAS	4.4	4.7	4.4	4.4	4.7	5.0	5.1	5.3	5.2	5.1	5.7	6.0
Ensemble	4.4	4.6	4.6	4.8	5.1	5.3	5.5	5.6	5.8	5.6	5.9	6.1
Rappel : ensemble des prêts à 0% dans le neuf par génération au sens du (N)FGAS	4.1	4.2	4.3	4.5	4.6	4.8	5.0	5.0	5.1	5.2	5.4	5.3

Dans l'acquisition avec amélioration, le revenu mensuel moyen est en hausse (+4.0% par rapport à la génération 2010). Par ailleurs, il est inférieur à celui relatif à l'ensemble des PTZ (2 060 € contre 2 700 €, soit 24% de moins).

Le ratio du coût moyen de l'opération sur le revenu moyen repart à la baisse après une hausse observée pour la génération 2010. Il s'établit à 5 années et 6 mois en moyenne. Cette baisse du ratio est liée à la hausse du revenu moyen (+4.0%) comparée à la hausse moins forte du montant moyen d'opération (+1.0%). Cette tendance se confirme pour toutes les combinaisons du financement.

Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération (acquisition avec amélioration) garantie.

Opérations d'acquisition-amélioration garanties	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PAS avec Prêt à 0%	3.9	3.9	4.0	4.3	4.6	4.9	5.1	5.3	5.4	5.1	5.2	4.8
PAS sans Prêt à 0%	2.9	3.4	4.1	4.2	4.5	5.2	5.8	6.1	6.0	5.8	6.4	6.1
Prêt à 0% sans PAS	3.6	3.9	3.7	3.7	4.5	4.3	4.6	5.0	4.5	4.9	5.1	4.3
Ensemble	3.7	3.8	4.0	4.2	4.5	4.9	5.3	5.7	5.6	5.3	5.7	5.5
Rappel : ensemble des prêts à 0% en acquisition amélioration par génération au sens du (N)FGAS	3.3	3.3	3.4	3.6	3.7	4.2	4.4	4.5	4.4	4.4	4.5	4.2

Le revenu mensuel moyen des ménages de la génération 2011 augmente de 13.9% (2 370 €) par rapport à 2010 dans l'acquisition seule.

Le ratio du coût moyen de l'opération sur le revenu moyen augmente, passant de 1 mois en 2010 à 5 années et 11 mois de revenus en 2011 car les prix moyens d'opération dans l'ancien sans travaux ont, proportionnellement, augmenté plus que les revenus moyens entre 2010 et 2011. Cette tendance à la hausse se retrouve pour les PTZG sans PAS mais pas pour les PAS sans PTZG et enfin, elle est stable pour les PTZG avec PAS.

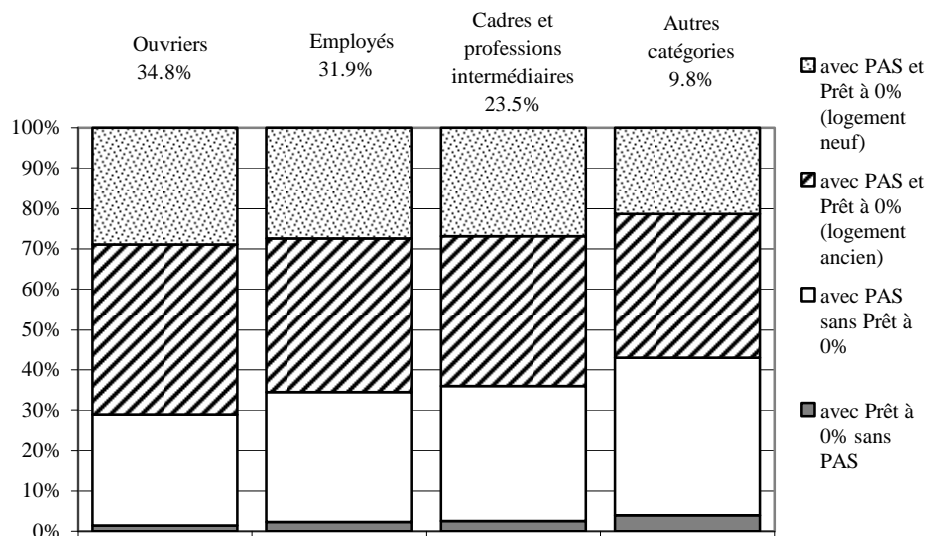
Equivalent en années de revenu net du coût de l'opération (acquisition seule) garantie

Opérations d'acquisition seule garanties	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PAS avec Prêt à 0%						5.2	5.7	5.8	5.7	5.5	5.6	5.6
PAS sans Prêt à 0%	4.3	4.7	4.6	4.8	5.3	6.4	7.2	7.5	7.2	6.4	6.7	6.6
Prêt à 0% sans PAS						4.8	5.3	5.5	5.1	4.8	5.2	5.8
Ensemble						5.6	6.1	6.1	5.9	5.6	5.8	5.9
Rappel : ensemble PTZ en acquisition seule par génération au sens du (N)FGAS						4.8	4.9	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9

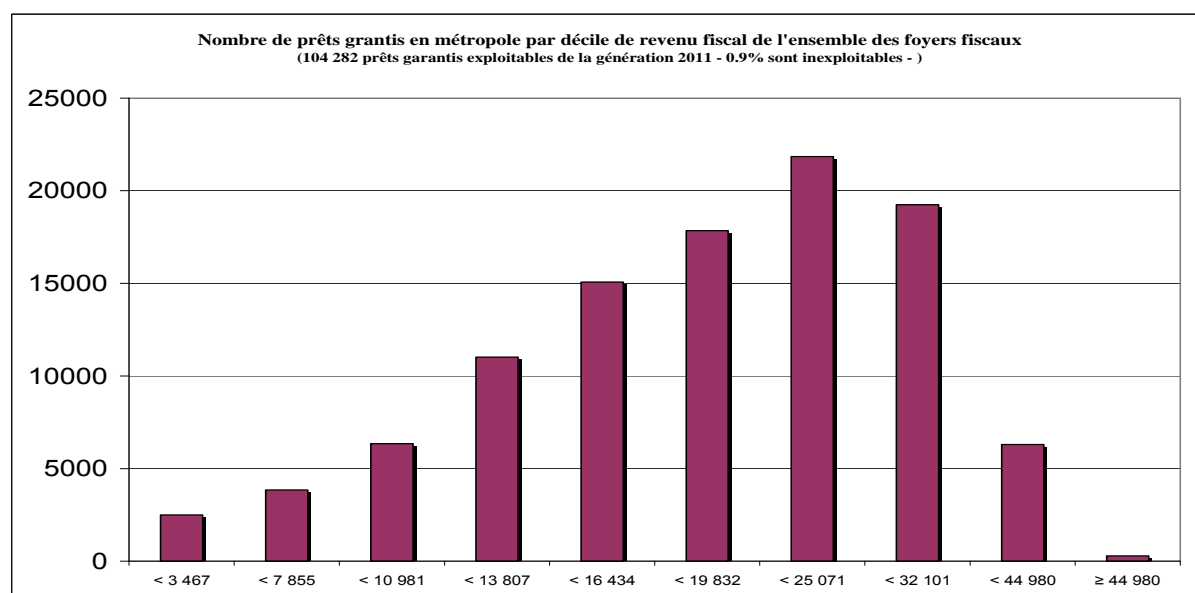
Il n'y a pratiquement pas de changements par rapport à la génération précédente dans **la répartition par CSP des emprunteurs**. Les ouvriers représentent toujours 35% de l'ensemble des emprunteurs, tandis que les professions intermédiaires redescendent à 18% soit 1% de moins qu'en 2010. La part des employés reste à 32%. Les cadres et professions intermédiaires représentent presque un quart de l'ensemble.

Les opérations financées par un PAS et un PTZ garantis sont majoritaires, quelle que soit la CSP de l'emprunteur (64% pour l'ensemble des cadres et professions intermédiaires, 66% pour les employés, et jusqu'à 71% pour les ouvriers).

Répartition des opérations garanties par catégorie socioprofessionnelle et type de financement de l'opération



La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis dont le RFR est exploitable est inégale. Plus d'un tiers des prêts sont accordés aux cinq premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre 16 435 € et 32 101 € (correspondant aux déciles 6 à 8) représentent 56.5% des emprunteurs.



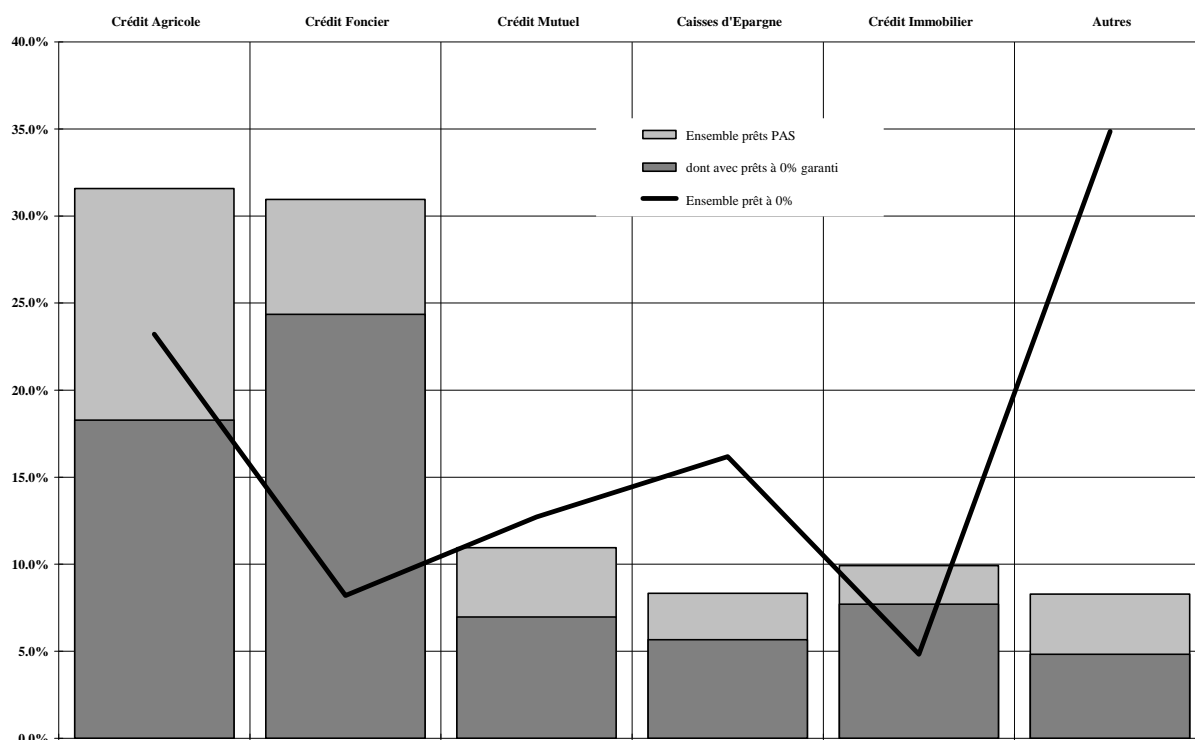
1.3 ANALYSE PAR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Préliminaire

L'analyse qui suit compare les **effectifs** des opérations financées par les différents réseaux. Le lecteur est invité à compléter cette analyse par la lecture des pages 21 et 42 du rapport, respectivement consacrées aux PAS et aux PTZG, qui sont plus traditionnellement faites en parts de marché établies sur les **montants** de prêts. Les différences entre les résultats obtenus à partir des différents types d'analyse proviennent de ce que les montants moyens de prêts distribués par les Etablissements spécialisés sont plus élevés que ceux des banques AFB ou mutualistes.

Le Crédit Foncier est le principal réseau distributeur avec 32.1% des opérations garanties, devant le Crédit Agricole avec 31.0% des opérations garanties (+5.1 points par rapport à 2010). Le Crédit Mutuel perd 1.7 points (10.7%). Le Crédit Immobilier reste stable à 9.8%, tout comme les Caisses d'Epargne à 8.2%. La catégorie des autres établissements de crédit perd 4.0 points par rapport à 2010, passant de 12.1% à 8.1%.

Répartition par réseau du nombre d'opérations garanties et de l'ensemble des PTZ (garantis ou non) selon le financement de l'opération.



Les opérations avec des PTZ garantis seuls (sans PAS) sont exclues car leur nombre très réduit n'influe pas les constats illustrés par ce graphique et décrits ci-après.

Le Crédit Foncier et le Crédit Agricole sont les plus gros distributeurs de PAS. Cependant, en ce qui concerne l'ensemble des prêts à 0%, le Crédit Agricole en distribue plus (23% de l'ensemble) que le Crédit Foncier (8%). Les réseaux de crédit regroupés au sein de la catégorie « Autres », c'est-à-dire le Crédit Lyonnais, le groupe CIC, les Banques Populaires, la Société Générale, le Crédit du Nord, BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance, et la Banque Postale distribuent 35% des PTZ, mais beaucoup moins de prêts PAS (8%).

Pour mesurer l'évolution dans le temps et par réseau du poids relatif des opérations garanties par le FGAS (à savoir PAS ou prêt à 0% garanti), ces opérations ont été rapportées (en nombre) à l'ensemble des opérations financées par des prêts réglementés et enregistrées à la SGFGAS (donc y compris les prêts à 0% non garantis par le FGAS). En calculant cet indicateur pour chaque réseau depuis 1996 le classement suivant est obtenu :

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Crédit Foncier	80%	66%	64%	66%	47%	55%	62%	62%	54%	37%	40%	30%	29%	40%	47%	65%
Crédit Immobilier	75%	73%	74%	73%	61%	57%	43%	38%	29%	21%	23%	16%	16%	33%	44%	37%
Crédit Agricole	52%	55%	58%	57%	57%	49%	58%	59%	57%	35%	28%	22%	22%	30%	29%	24%
Ensemble	50%	50%	52%	53%	48%	46%	52%	52%	48%	26%	22%	16%	17%	26%	24%	19%
Crédit Mutuel	47%	47%	49%	49%	46%	45%	53%	53%	46%	22%	18%	15%	15%	26%	21%	16%
Caisses d'Epargne	40%	42%	43%	46%	44%	40%	47%	45%	37%	16%	13%	9%	9%	12%	13%	10%
Autres	20%	23%	29%	36%	30%	32%	42%	47%	45%	22%	14%	10%	11%	18%	10%	5%

L'évolution au cours des douze dernières années peut se décomposer en quelques sous-périodes:

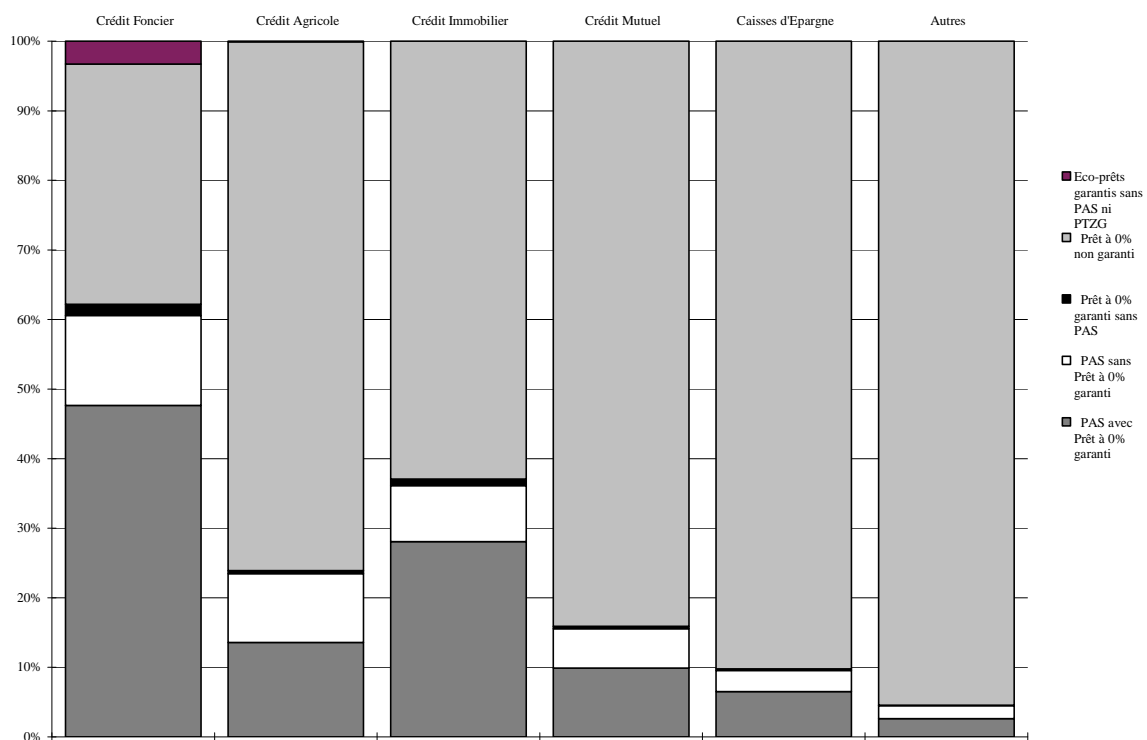
- 1996-1999 : le poids relatif des opérations garanties augmente sous l'effet d'entraînement du Prêt à 0%, créé à la fin de 1995 ;
- 2000-2001 : ce poids s'effrite jusqu'au relèvement des plafonds de ressources des PC-PAS (nov. 2001) ;
- 2002-2004 : le pourcentage se redresse brièvement, sous l'effet de la mesure précitée puis baisse à nouveau dès 2004 ;
- 2005-2006 : la chute de près de moitié est liée au doublement des effectifs du NPTZ du fait de l'ouverture de ce prêt à l'ancien sans travaux, sachant que les NPTZ sont très majoritairement non garantis ;

- 2007-2008 : nouvelle contraction à 16% en 2007 (-6 points par rapport à 2006) qui s'est interrompue en 2008 par une légère remontée de 1% : 17%. La baisse importante en 2007 traduit un effet d'éviction des ménages parmi les plus modestes qui cherchent à acquérir un logement. En effet, le durcissement des conditions de l'offre de crédit immobilier par les établissements de crédit depuis la crise de l'été 2007 pénalise les accédants aux revenus les plus faibles (donc ceux sous plafonds PAS avant ceux sous plafonds PTZ).
- 2009-2010 : le pourcentage se redresse fortement (+9 points) retrouvant le niveau de 2005. Le relèvement des plafonds de ressources en novembre 2008, ainsi que le doublement du PTZ dans le neuf au 15 janvier 2009 provoquent une augmentation du nombre de prêts garantis.

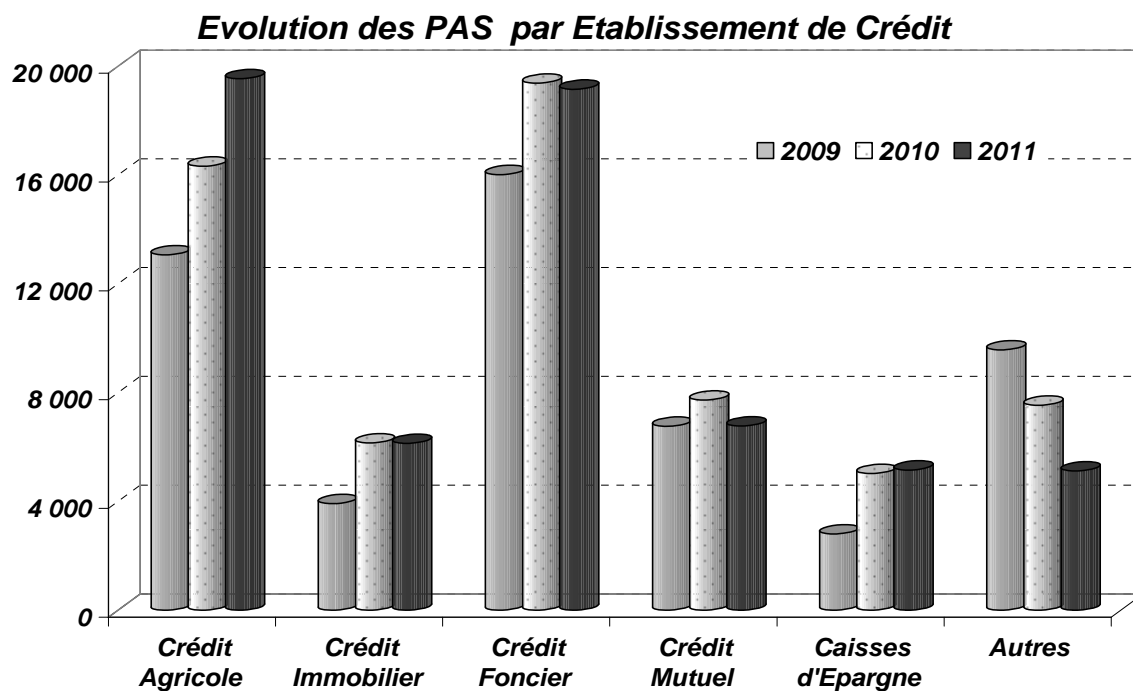
Le Crédit Foncier et le Crédit Agricole restent parmi les établissements qui ont le plus recouru à la garantie FGAS avec une part garantie de respectivement 65% et 24%, le Crédit Immobilier ayant en 2011 une part garantie de 37%. Pour tous les autres groupes bancaires, la part des prêts garantis dans leur production de prêts réglementés est au-dessous de la moyenne (19%).

Le graphique suivant montre que le PTZ non garanti est toujours privilégié par la totalité des établissements de crédit en 2011.

Répartition par type de prêts pour les principaux réseaux⁷



⁷ Dans la catégorie « autres », sont présents : Le Crédit Lyonnais, CIC, BNP Paribas, BNP Paribas Personal Finance, Société Générale, Banques Populaires et la Banque Postale.



Pour une production globale de PAS stable en 2011, il faut souligner l'évolution du Crédit Agricole qui augmente de 20% sur un an (cf. le graphique ci-dessus) tandis que les « Autres » établissements de crédits diminuent de 32%.

2 BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2011¹

2.1 LES PAS DE LA GENERATION 2011

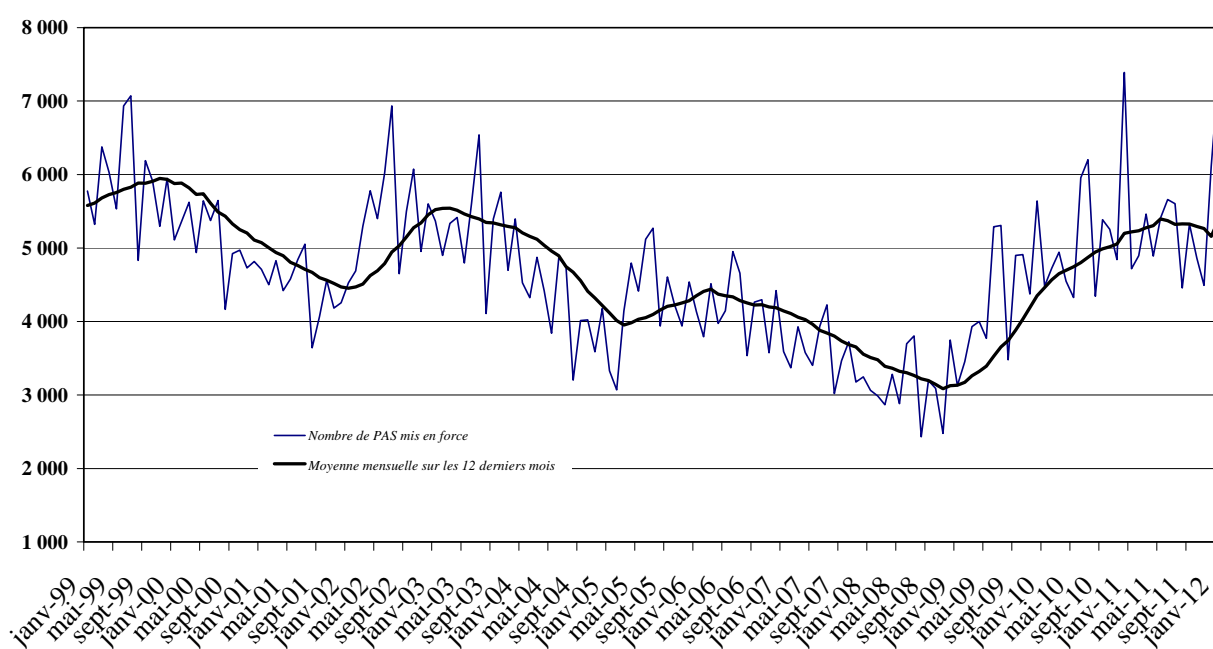
La génération 2011 compte 61 894 PAS métropolitains pour un montant prêté global de 5.6 Mds d'euros. Fin 2011, le FGAS comptait 1 020 694 PAS Métropole pour un montant total de crédits de 71.5 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2012).

Génération	Nombre de prêts	Montant garanti (M€)
1993	8 799	341.1
1994	39 246	1 549.3
1995	36 341	1 490.4
1996	78 423	3 427.0
1997	66 399	3 171.7
1998	66 640	3 525.7
1999	71 218	4 207.3
2000	61 314	3 708.0
2001	53 645	3 419.6
2002	65 436	4 675.6
2003	63 323	4 881.0
2004	50 610	4 109.5
2005	51 389	4 437.2
2006	62 970	5 746.9
2007	31 464	3 081.6
2008	37 014	3 544.0
2009	52 168	4 956.0
2010	62 401	5 639.7
2011	61 894	5 551.6
Total	1 020 694	71 463

¹ Le bilan statistique 2011 étant rédigé à partir de la base de données actualisée en février 2012, les résultats affichés pour les années précédentes peuvent différer légèrement de ceux qui ont été publiés en août 2011 dans le cadre du Bilan statistique du FGAS en 2010.

Après avoir connu un pic en 2002 avec 65 436 PAS, le nombre des mises en force (MEF) a décliné jusqu'en 2004 (50 610), l'année 2005 interrompant cette baisse avec une reprise des déclarations à la hausse jusqu'au 1^{er} trimestre 2006. Suit un nombre des mises en force en baisse jusqu'en 2008. En 2009, 52 192 PAS sont mis en force, soit une hausse de 39.1% par rapport à l'année précédente. En 2010, ce sont 62 404 PAS qui sont mis en force, soit une augmentation de 19.6% par rapport à 2009. En 2011, 61 894 PAS ont été mis en force, ce qui représente une diminution de 0.8% par rapport à 2010. La moyenne mensuelle en 2011 est de 5 158 prêts PAS mis en force (contre 5 180 en 2010) avec un maximum de 6 112 prêts en décembre 2011

MEF mensuelles PAS

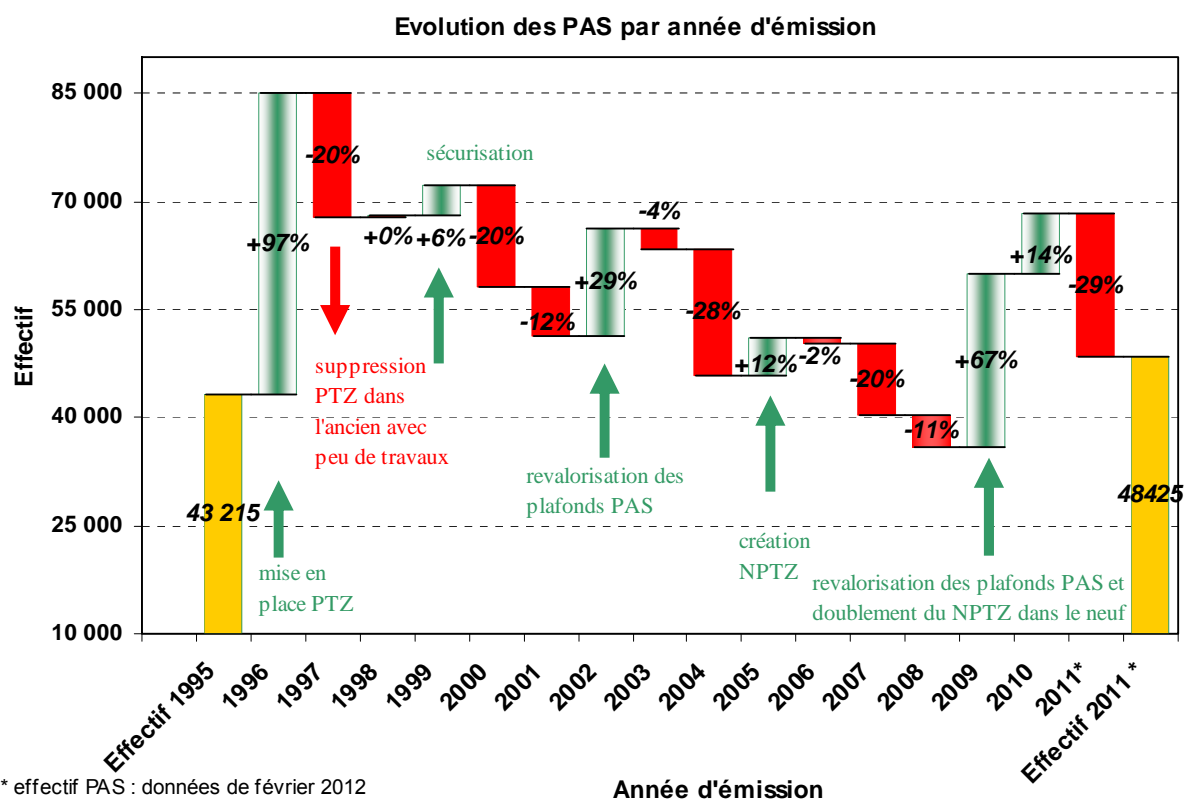


Pour la génération 2011, le montant moyen d'un PAS est de 89 700 € (-0.8% par rapport à 2010) pour financer une opération en moyenne de 154 000 € (soit +0.4% par rapport à 2010), et une quotité de financement de 58.3%, soit inférieure à celles de 2010 (58.9%), 2009 (63.4%), 2008 (64.3%) et 2007 (66.2%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen de 2 190 €, identique à 2010.

Le graphique ci-après illustre les impacts de toutes les réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1993 :

- 1996 : création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire, plus jamais vue depuis, de la distribution des PAS de +97% sur un an. Cependant, la suppression des PTZ dans l'ancien, dont la quotité des travaux est comprise entre 0% et 35%, a entraîné une baisse importante de l'effectif des PAS : - 20% en 1997 ;
- 1999 : le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +6% sur un an ;
- novembre 2001 : revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +29% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +12% sur un an ;
- novembre 2008 : revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1^{er} avril 2009 : création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- annonce de la réforme du NPTZ et de la fin du crédit d'impôts des intérêts (TEPA) au 1^{er} janvier 2011 ;



Concernant les émissions de PAS en 2011, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2012 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible que la baisse ne soit due qu'à un retard dans les déclarations.

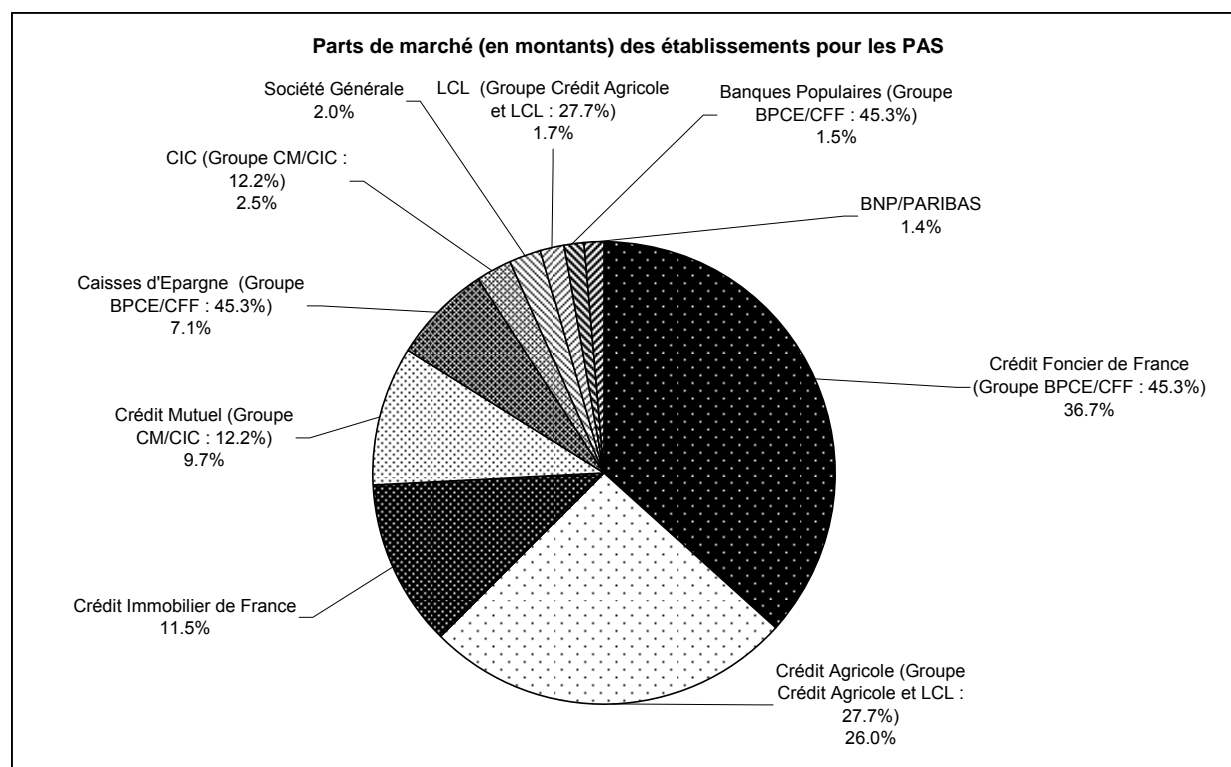
A noter que pour 2010 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse)

Répartition des PAS par établissement

Le « classement » des établissements diffère légèrement de celui de l'année 2010. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché qui passe de 35.5% en 2010 à 36.7% en 2011 et un montant prêté en hausse de 1.7%, passant de 2 002 M€ en 2010 à 2 036 M€ en 2011. Le deuxième reste le Crédit Agricole qui voit sa part de marché passer de 21.8% à 26.0%. A eux deux, ils continuent de distribuer près des deux tiers des PAS (62.6%). Avec 11 %, le Crédit Immobilier de France devient le troisième distributeur et gagne 1 point, devant le Crédit Mutuel et les Caisses d'Epargne (quatrième et cinquième distributeurs de PAS) qui perdent respectivement 1.4 et 0.3 points. La part de marché de la Société Générale connaît une baisse de 2.8 points, ce qui fait qu'elle passe de sixième à septième distributeur au profit du CIC qui perd toutefois 0.5 point. LCL perd 0.1 point mais devient le huitième distributeur devant

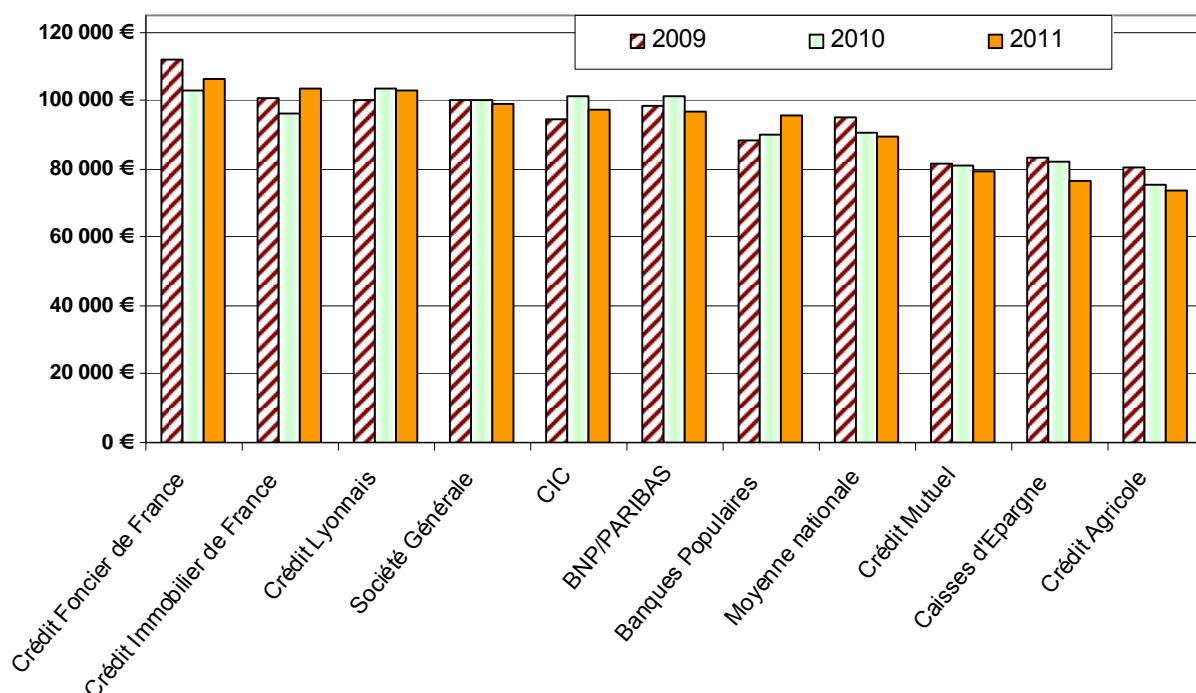
les Banques Populaires qui perdent 0.2 point. BNP/PARIBAS perd 1 point et est le dixième distributeur.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement, par ordre décroissant dans le sens des aiguilles d'une montre :



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue 45.3% des PAS (soit 0.7 point de plus par rapport à 2010 avec une hausse du montant prêté de 0.1%) contre 27.7% pour le groupe Crédit Agricole et LCL (qui gagne 4 points avec une augmentation du montant prêté de 15.5%). La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC diminue de 2 points avec 12.2% de PAS distribués en France métropolitaine.

Montant moyen d'un prêt PAS par établissement de Crédit



Répartition géographique des PAS

La structure régionale de PAS de la génération 2011 est semblable à 2010. En effet, avec 9 222 prêts pour la génération 2011, la région Pays de la Loire reste la région où le PAS est le plus distribué (14.9% de l'ensemble des PAS contre 13.5% pour la génération 2010). La région Rhône Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 13.1% de l'ensemble des PAS distribués au titre de la génération 2011 (12.9% pour la génération 2010). Dans la région Ile de France, 6 458 prêts sont attribués, soit 10.4% du total national (10.8% pour la génération 2010). La Bretagne représente 6.9% des PAS de la génération 2011. Pour cette génération, 38.4% de PAS sont distribués dans les régions Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Ile de France. En y ajoutant la Bretagne, quatre régions représentent plus de 45% de l'ensemble des PAS.

Evolution des PAS de la génération 2011 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2010/2011	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Pays de la Loire	9 222	14.9%	9.6%	1.3%	10.5%
Rhône Alpes	8 093	13.1%	0.8%	0.1%	13.5%
Ile de France	6 458	10.4%	-4.0%	-0.4%	14.1%
Bretagne	4 266	6.9%	2.1%	0.1%	5.3%
Provence Côte d'Azur	3 849	6.2%	1.4%	0.1%	6.9%
Midi-Pyrénées	3 325	5.4%	4.3%	0.2%	5.2%
Aquitaine	3 088	5.0%	-16.6%	-1.0%	5.3%
Nord	2 918	4.7%	-8.8%	-0.5%	5.3%
Languedoc Roussillon	2 738	4.4%	-9.8%	-0.5%	4.9%
Centre	2 408	3.9%	-11.6%	-0.5%	3.7%
Picardie	2 221	3.6%	-6.8%	-0.3%	4.2%
Bourgogne	1 919	3.1%	11.1%	0.31%	2.9%
Poitou-Charentes	1 864	3.0%	3.0%	0.1%	2.6%
Lorraine	1 602	2.6%	-4.0%	-0.1%	2.6%
Haute Normandie	1 475	2.4%	-14.5%	-0.4%	2.7%
Basse Normandie	1 404	2.3%	-3.8%	-0.1%	2.3%
Alsace	1 213	2.0%	0.6%	0.0%	2.2%
Franche Comté	1 040	1.7%	2.2%	0.0%	1.6%
Auvergne	993	1.6%	10.5%	0.2%	1.3%
Champagne	986	1.6%	19.1%	0.3%	1.7%
Limousin	494	0.8%	16.2%	0.1%	0.7%
Corse	318	0.5%	24.7%	0.10%	0.5%
Ensemble	61 894	100%	-0.8%	-0.8%	100%

(*) Cette colonne correspond à la variation entre 2011 et 2010 par rapport au total de 2010.

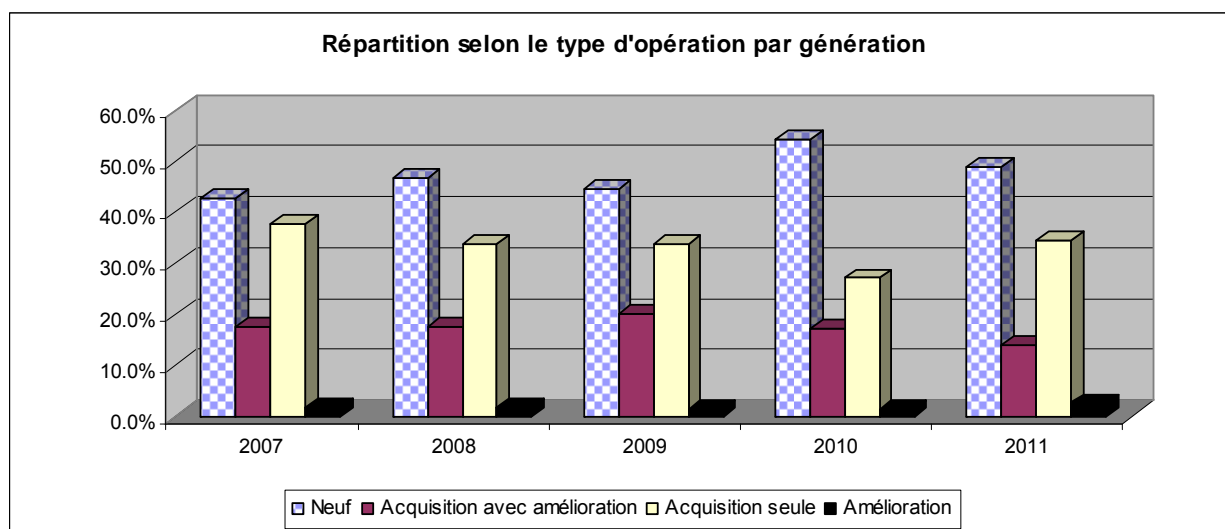
La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile de France, avec 14.1% des montants prêtés pour les PAS. Cela s'explique, ainsi qu'on le verra plus loin, à la fois par des coûts d'opération plus élevés en Ile de France et des quotités de PAS également plus élevées. La région Rhône-Alpes avec 13.5% et les Pays de la Loire avec 10.5% restent des régions importantes.

Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 63 400 € dans les Pays de la Loire jusqu'à atteindre 121 400 € en Ile de France

Caractéristiques des opérations

Le montant moyen de l'opération augmente légèrement, passant de 153 400 € pour la génération 2010 à 154 000 € pour la génération 2011, soit en progression de 0.4% sur un an.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des PAS selon le type d'opération depuis 2007. En 2011, la part du neuf est de 49.0%, soit une diminution de 5.3 points par rapport à 2010. En termes d'effectifs, cela se traduit par une baisse de 10.5% pour le neuf et une hausse de 10.7% dans l'ancien. Les parts de l'acquisition seule et de l'amélioration augmentent respectivement de 7.4 points et 1.2 points par rapport à 2010 et représentent 34.5% et 2.6% des opérations en 2011 tandis que l'acquisition avec amélioration voit sa part diminuer de 3.3 points et représente 13.9% des opérations en 2011.



Structure de répartition des PAS par type d'opération

	2009		2010		2011		Evolution 09/10 10/11	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	23 313	44.7%	33 858	54.3%	30 307	49.0%	45.2%	-10.5%
Acquisition avec amélioration	10 508	20.1%	10 763	17.2%	8 617	13.9%	2.4%	-19.9%
Acquisition sans amélioration	17 595	33.7%	16 924	27.1%	21 339	34.5%	-3.8%	26.1%
Amélioration	752	1.4%	856	1.4%	1 631	2.6%	13.8%	90.5%
Ensemble	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%	19.6%	-0.8%

Le montant moyen d'opération (annexe 3) reste stable pour les opérations d'acquisition dans l'ancien : avec amélioration (+1.0% après -0.6% en 2010, +0.4% en 2009 et -0.5% en 2008) et sans amélioration (-0.5% après -0.1% en 2010, -0.2% en 2009 et -0.5% en 2008), tandis qu'il continue d'augmenter dans le neuf (+1.2% après +2.4% en 2010, +2.0% en 2009 et +1.3% en 2008). Le coût de l'amélioration seule augmente lui aussi de 10.9% après la hausse de 10.9% en

2010, la baisse de 6.2% en 2009 et la hausse de 6.9% en 2008 (à relativiser compte tenu de la faiblesse de l'effectif). Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec 164 810€ (162 810 € en 2010), suivi par l'acquisition seule à 146 270 € (147 060 € en 2010). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un montant moyen d'opération respectif de 141 360 € et 137 020 €

S'agissant de la différenciation de l'Ile de France et de la province, le nombre des PAS distribués au titre de la génération 2011 en Ile de France diminue de 4.0% alors qu'en province, il ne baisse que de 0.4%. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une diminution dans l'ancien en Ile de France (60.6% contre 64.9% en 2010) et une augmentation en province (49.9% contre 43.4% en 2010). Autrement dit, en Ile de France, environ 3 acquéreurs sur 5 se tournent vers l'ancien alors qu'en province, c'est un sur deux. En termes d'effectifs, l'ancien en Ile de France connaît une baisse de 10.4% par rapport à 2010 alors qu'en province, il est en hausse de 14.5%.

En zone A, on relève 6 258 PAS alors que cet effectif est respectivement de 11 329 en zone B1, 12 615 en zone B2 et 31 692 en zone C.

Structure des PAS de la génération 2011 par zone et par type d'opération

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 544	39.4%	27 763	50.1%	30 307	49.0%
Acquisition avec amélioration	118	1.8%	8 499	15.3%	8 617	13.9%
Acquisition sans amélioration	3 774	58.4%	17 565	31.7%	21 339	34.5%
Amélioration	22	0.3%	1 609	2.9%	1 631	2.6%
Ensemble	6 458	100%	55 436	100%	61 894	100%

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en Ile de France qu'en province, respectivement de 25.8% et de 41.2%. Concernant l'évolution de 2010 à 2011 en Ile de France, le montant moyen d'opération augmente de 1.7%. Il diminue dans le neuf (-1.1%), dans l'acquisition avec amélioration (-2.5%) et très nettement dans l'amélioration seule (-21.0%) tandis que l'on constate une augmentation dans l'acquisition sans amélioration (+2.7%). En province, le montant moyen d'opération augmente également mais très légèrement (+0.3%). Il est en hausse de 1.1% dans le neuf, de 2.2% dans l'acquisition avec

amélioration, de 0.3% dans l'acquisition sans amélioration et de 11.6% dans l'amélioration seule. S'agissant du montant moyen du PAS, il décroît de 0.8% pour l'ensemble des opérations. Cette baisse affecte l'acquisition sans amélioration et l'amélioration seule (-7.8% et -15.8%) tandis que dans le neuf et l'acquisition avec amélioration, la tendance est à la hausse avec respectivement +3.6% et +1.4%.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 187 800 € d'opération pour un PAS de 117 800 €

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 146 400 € et 163 600 € pour un PAS compris entre 84 000 € et 87 200 €

Le montant moyen d'opération varie de 146 700 € pour le Crédit Immobilier de France à 163 500 € pour le Crédit Agricole. Ces montants moyens d'opération sont tous en hausse par rapport à 2010 sauf pour le Crédit Agricole et BNP/PARIBAS, en baisses respectives de 0.1% et 0.4%. La plus forte hausse concerne la Société Générale avec + 1.4% suivie par le Crédit Immobilier de France (+1.2%), le Crédit Foncier de France (+ 1.1%), les Caisses d'Epargne (+ 0.9%), le CIC (+ 0.8%) et le Crédit Mutuel (+ 0.7%). Les Banques Populaires le Crédit Lyonnais sont stables par rapport à 2010.

Suivant le montant moyen du PAS (page 22) ainsi que le montant moyen d'opération, la quotité se situe entre 46.8% pour le Crédit Agricole et 69.0% pour LCL. Elle est de 50.2% pour les Caisses d'Epargne, 60.7% pour BNP Paribas, 61.1% pour le CIC et 66.3% pour le Crédit Foncier de France.

Coût moyen d'opération et montant du PAS par zone d'opération de la génération 2011

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération	PAS	Opération	PAS	Opération	PAS
Construction ou acquisition d'un logement neuf	203 751	116 926	161 422	90 078	164 811	92 332
Acquisition avec amélioration	170 461	123 137	136 596	87 066	137 025	87 560
Acquisition sans amélioration	179 788	124 691	139 520	80 453	146 269	88 277
Amélioration	119 941	72 706	141 654	70 486	141 357	70 516
Ensemble	188 942	121 427	150 135	85 998	153 974	89 695

La baisse de la quotité (-0.7 point pour l'ensemble de PAS de la génération 2011) est due à la fois à la province (-0.5 points) mais aussi à l'Ile de France (-2.1 points). La quotité en province demeure plus basse qu'en Ile de France pour tous les types d'opération, particulièrement dans

l'acquisition sans amélioration (-11.7 points par rapport à l'Ile de France), dans l'amélioration seule (-10.9 points par rapport à l'Ile de France) et pour l'acquisition avec amélioration (-8.5 points par rapport à l'Ile de France). Pour le neuf, cette différence n'est que de 1.6 points en-dessous de l'Ile de France.

En s'intéressant aux zones de Robien, on remarque que la quotité du PAS est la plus élevée en Zone A avec 62.7%, suivie par les zones C, B2 et B1 avec respectivement 59.6%, 58.5% et 51.3% de quotité du PAS.

Quotité moyenne du montant du PAS dans le coût d'opération en 2011

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	57.4%	55.8%	56.0%
Acquisition avec amélioration	72.2%	63.7%	63.9%
Acquisition sans amélioration	69.4%	57.7%	60.4%
Amélioration	60.6%	49.8%	49.9%
Ensemble	64.3%	57.3%	58.3%

Caractéristiques du prêt PAS

Le montant moyen d'un PAS est en baisse de 0.8% par rapport à la génération 2010 pour un coût moyen d'opération dont on a vu ci-avant qu'il était en hausse de 0.4%.

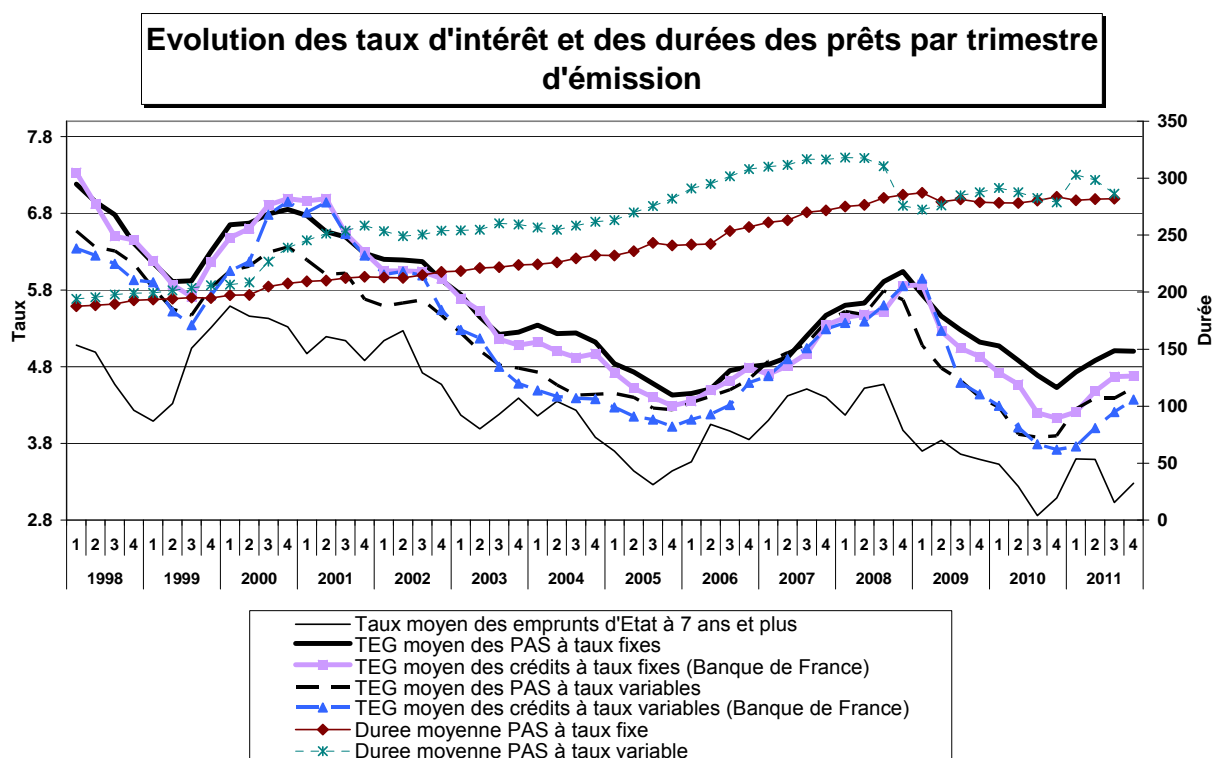
l'évolution est différente selon le type d'opération. La baisse du PAS est plus sensible pour les opérations dans l'acquisition sans amélioration et l'amélioration seule (respectivement -7.8% et -15.8%) tandis que le montant moyen du PAS est en hausse dans le neuf (+3.6%) et dans l'acquisition avec amélioration (+1.4%).

Le graphique ci-après montre que l'évolution des taux d'intérêt des PAS a été parallèle à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle « sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit . .

On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS à taux fixes et celui des crédits « libres » à taux fixes qui peut être dû à des écarts de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer).

L'étude des taux en corrélation avec la durée du prêt montre que l'allongement sensible des durées d'emprunts, accompagné de la stabilisation du revenu moyen et du coût d'opération, permet in fine aux acquéreurs d'avoir des mensualités qui restent à peu près stables.

On remarque cependant à compter de fin 2008 une baisse de la durée moyenne des PAS à taux variables pour se stabiliser au même niveau que les durées des PAS à taux fixes.



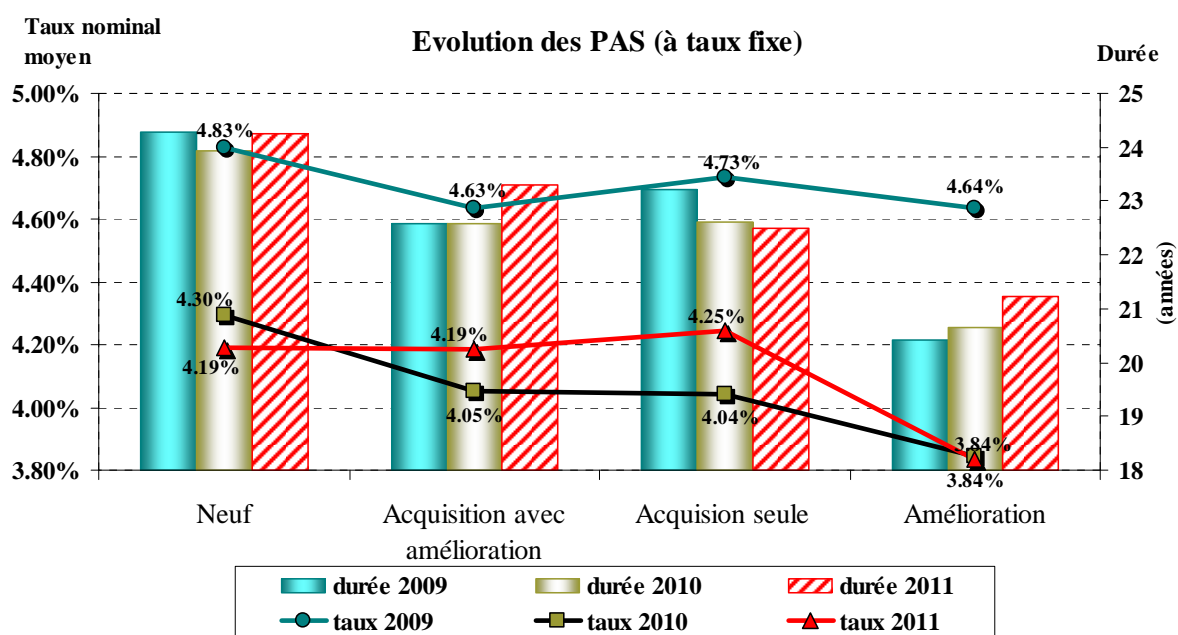
Le taux nominal constant moyen des PAS, dans l'ensemble, augmente de nouveau en 2011 (4.26% contre 4.18% en 2010 et 4.76% en 2009, soit +8 points de base en un an). Le taux nominal constant moyen augmente de 4 points de base dans l'amélioration seule, 18 points de base dans l'acquisition avec amélioration et de 31 points de base dans l'acquisition seule. Dans le neuf en revanche, il est en baisse, passant de 4.30% à 4.22% (soit -8 points de base).

Au regard du type d'acquisition, 2011 présente des taux légèrement plus forts pour les opérations dans l'acquisition seule, 4.36% contre 4.23% dans l'acquisition avec amélioration, 4.22% dans le neuf et 3.87% dans l'amélioration seule. En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe augmente de 1 mois (après une année 2010 en recul de 2 mois par rapport à 2009) et se situe désormais à 23 ans et 5 mois en 2011. Cette augmentation ne se fait pas

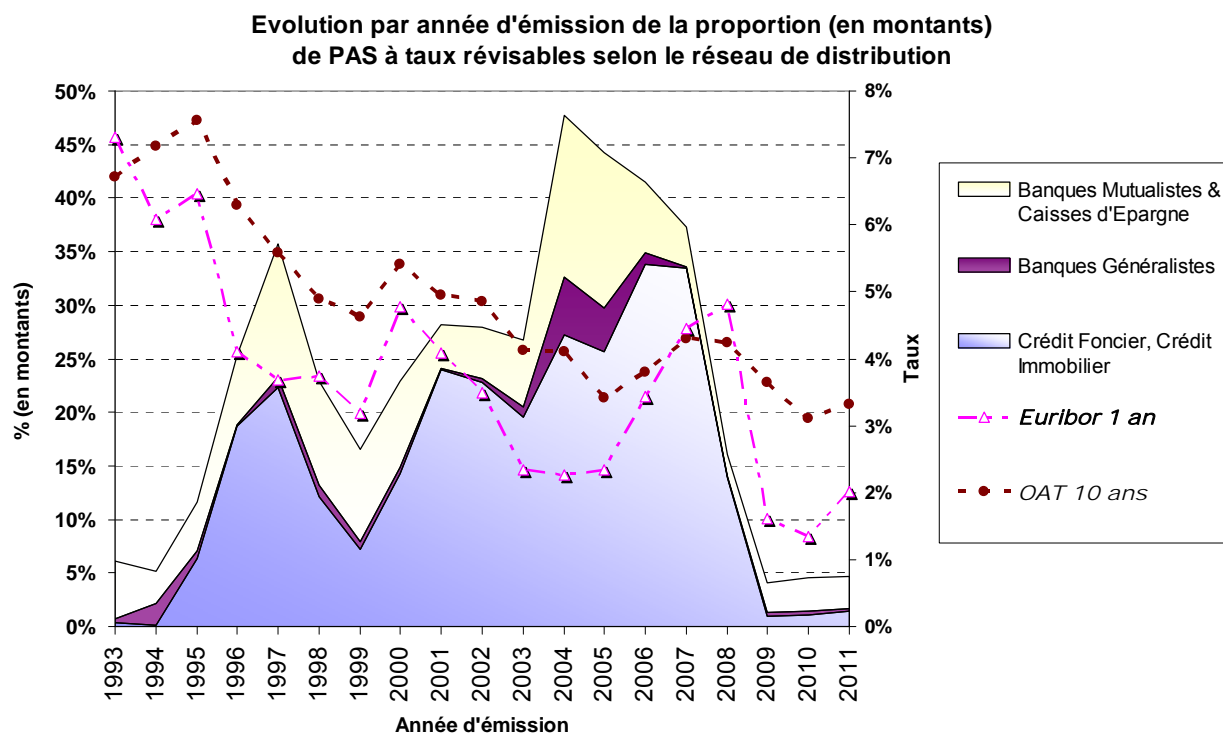
ressentir dans chaque type d'opérations puisque l'acquisition sans amélioration diminue de 1 mois (après une baisse de 8 mois en 2010). En revanche, la durée des PAS dans le neuf, dans l'amélioration seule et dans l'acquisition avec amélioration augmente respectivement de 4 mois, 7 mois et 9 mois.

Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

	2009	2010	2011
Construction ou acquisition d'un logement neuf	291	287	291
Acquisition avec amélioration	271	271	280
Acquisition sans amélioration	279	271	270
Amélioration	245	248	255
Ensemble	282	280	281



La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission⁸ selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :

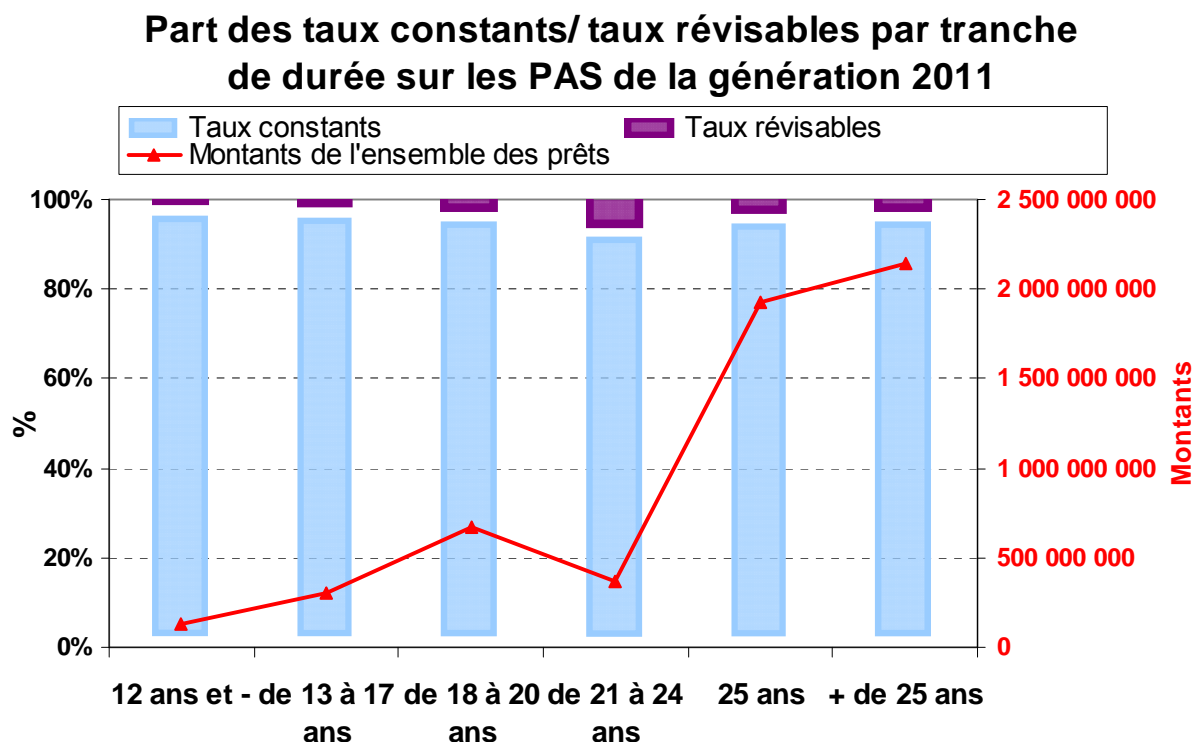


La part des PAS à taux révisable avait connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1996 et 1998 d'abord, puis de 1999 (16.5% des opérations financées par un PAS) à 2004 avec 47.7% de l'ensemble, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs. L'année 2005 a vu la proportion des PAS à taux révisable diminuer à 44.3%, les taux atteignant dans le même temps le niveau historiquement le plus bas avant cette année avec 3.41%. Le recul a ensuite été très rapide. En 2009, la part des PAS à taux révisables émis est à 4.1% avec des taux en forte baisse par rapport à 2008 (3.65% contre 4.24% pour l'OAT et 1.62% contre 4.81% pour l'Euribor 1 an). Elle reste globalement stable depuis. La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...)

⁸ Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

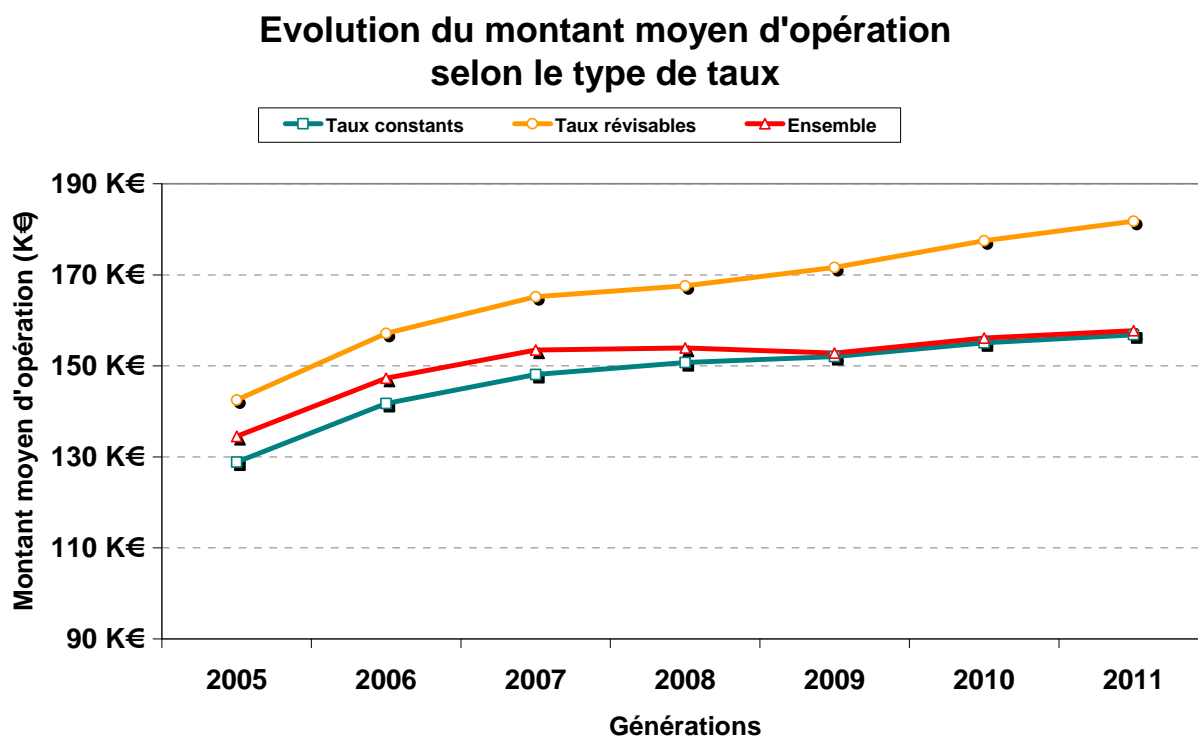
Quelque soit la durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 8%.



Sur la génération 2011 la part des prêts à taux révisables évolue de 2.4% pour les PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans (3.7% en 2010 pour les prêts d'une durée comprise entre 21 ans et 24 ans), à 7.4% pour les prêts d'une durée comprise entre 21 ans et 24 ans (5.8% en 2010 pour les prêts d'une durée égale à 25 ans).

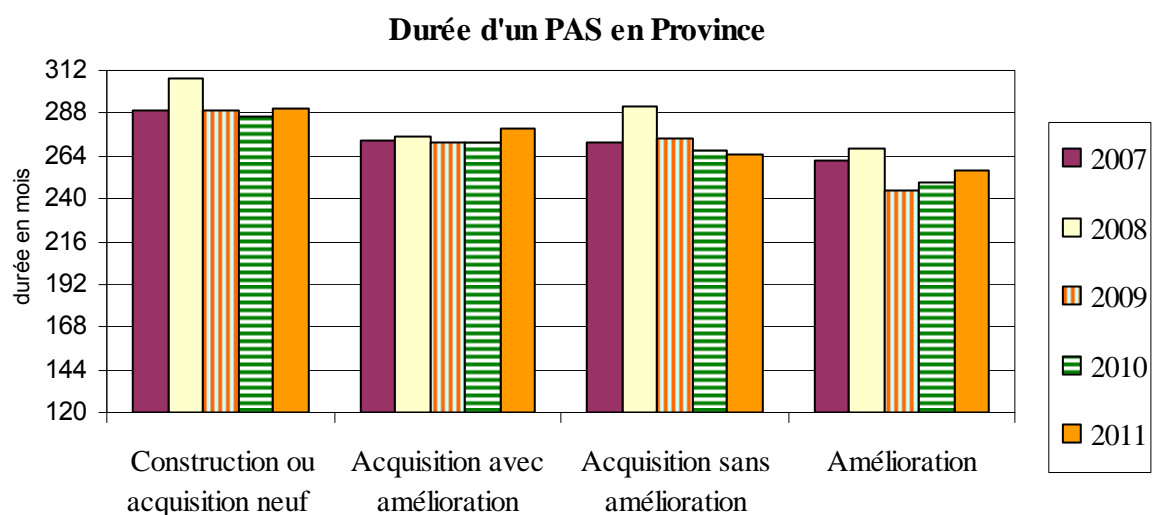
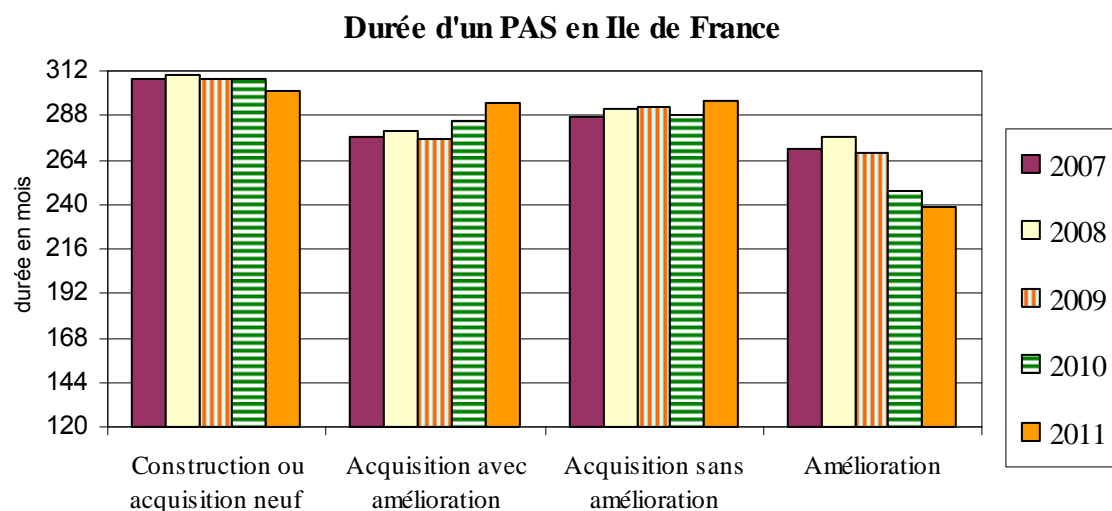
Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence importante des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet

effet est d'autant plus significatif que les taux révisables se portent sur des montants d'opération plus importants (cf. le graphique ci-après) :



Par ailleurs, tous types de taux confondus, la durée des PAS, après plusieurs années de hausse continue, a atteint un plafond : 23 ans et 8 mois en 2008, 23 ans et 6 mois en 2009, 23 ans et 4 mois en 2010 , 23 ans et 6 mois en 2011.

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique, le rallongement de la durée entre 2010 et 2011 a lieu aussi bien en Ile de France qu'en province (+2 mois). On notera cependant une diminution de la durée en province dans l'acquisition sans amélioration (-2 mois contre +7 mois en Ile de France). La durée moyenne demeure toujours un peu plus longue en Ile de France avec 24 ans et 10 mois contre 23 ans et 4 mois en province.



En distinguant la durée moyenne d'emprunt selon le type d'opération, la hausse est de 8 mois dans l'acquisition avec amélioration, de 6 mois dans l'amélioration seule et de 4 mois dans le neuf. En revanche, elle est en baisse de 1 mois dans l'acquisition sans travaux. En 2011, le neuf reste le type d'opération avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (24 ans et 3 mois). Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt dans l'acquisition-amélioration est la plus longue (23 ans et 4 mois) devant l'acquisition sans amélioration et l'amélioration seule avec respectivement 22 ans et 6 mois et 21 ans et 3 mois.

Caractéristiques des ménages

Le revenu mensuel moyen de l'année N⁹ des ménages bénéficiaires d'un PAS en 2011 reste stable à 2 187 €, après une baisse en 2010 (-3.7%).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS en fonction du revenu mensuel, le coût demeure à 5 ans et 10 mois et le PAS à 3 ans et 5 mois pour l'ensemble. Comme en 2010, la différence reste très marquée entre l'Ile de France et la province puisque les coûts y sont respectivement de 6 ans et 4 mois et 5 ans et 10 mois et les PAS de 4 ans et 1 mois et 3 ans et 4 mois de revenus. Le neuf reste cette année l'opération la plus chère (6 ans et 1 mois), suivie tout près par l'acquisition sans amélioration (5 ans et 11 mois). En Ile de France, les opérations les plus importantes en mois de revenus sont également celles dans le neuf (6 ans et 8 mois), dans l'acquisition sans travaux (6 ans et 4 mois) et dans l'acquisition avec travaux qui représente environ 5 ans et 1 mois de revenus.

Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS en euros

	2009	2010	2011	Evolution	
				09/10	10/11
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 358	2 283	2 250	-3.2%	-1.4%
Acquisition avec amélioration	2 124	1 977	2 040	-6.9%	3.2%
Acquisition sans amélioration	2 233	2 107	2 072	-5.6%	-1.6%
Amélioration	2 540	2 366	2 336	-6.9%	-1.3%
Ensemble	2 272	2 188	2 187	-3.7%	0.0%

En distinguant les revenus par type d'opération, les ménages ayant réalisé des opérations d'acquisition sans amélioration, dans le neuf et d'amélioration seule ont des revenus en baisse (respectivement -1.6%, -1.4% et -1.3%), alors que ceux ayant réalisé des opérations d'acquisition

⁹ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 28% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence après conversion en revenus salariaux annuels bruts (par division des RFR pour les offres émises avant le 1^{er} avril 2007 par $0.72 = 0.9 \times 0.8$ et par 0.9 au delà) entre 2008 et 2007 (+0.04%).

avec amélioration ont des revenus en hausse (+3.2%). En 2011, le revenu moyen des acquéreurs dans l'amélioration seule sont les plus élevés (2 336€) devant celui des acquéreurs dans le neuf (2 250€).

La structure de répartition des emprunteurs PAS selon leur CSP reste assez stable sur les cinq dernières années observées et sans changement significatif entre 2010 et 2011. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des ouvriers et des employés qui réalisent ensemble plus de 2/3 des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 85.1% des opérations. En 2011, la part de cette dernière catégorie socio-professionnelle reste à la baisse avec 0.6 point de moins.

Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'un PAS

	2009		2010		2011		Evolution	
							09/10	10/11
Agriculteurs	1 096	2.1%	918	1.5%	1 074	1.7%	-16.2%	17.0%
Artisans, commerçants	1 875	3.6%	2 120	3.4%	2 095	3.4%	13.1%	-1.2%
Cadres	3 254	6.2%	3 139	5.0%	3 215	5.2%	-3.5%	2.4%
Prof. Intermédiaires	10 552	20.2%	11 725	18.8%	11 272	18.2%	11.1%	-3.9%
Employés	15 539	29.8%	19 671	31.5%	19 747	31.9%	26.6%	0.4%
Ouvriers	17 659	33.9%	22 218	35.6%	21 678	35.0%	25.8%	-2.4%
Retraités	696	1.3%	751	1.2%	880	1.4%	7.9%	17.2%
Inactifs	1 497	2.9%	1 859	3.0%	1 933	3.1%	24.2%	4.0%
Ensemble	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%	19.6%	-0.8%

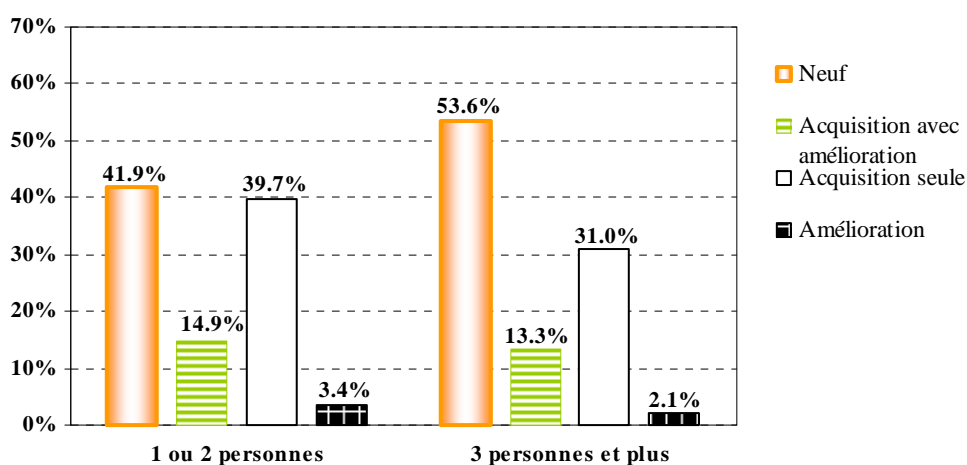
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 65.4 mois pour les agriculteurs à 76.2 mois pour les inactifs. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 67.7 mois pour les ouvriers, 72.8 mois pour les employés, 70.4 pour les professions intermédiaires et 66.5 mois pour les cadres. Pour les ouvriers, le PAS accordé est d'environ 42.5 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 30.5 mois et 33.6 mois.

Alors que le revenu de l'ensemble des emprunteurs est stable par rapport à 2010, celui des agriculteurs diminue quant à lui de 5.6%. Les hausses les plus fortes concernent les cadres (+4.8%) et les inactifs (+2.8%).

En ce qui concerne la composition des ménages, la proportion des ménages composée de deux personnes et moins s'établit à 39.9% de l'ensemble (dont 20.8% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2010 (38.3% de l'ensemble dont 20.2% pour les personnes seules). La part des ménages de 3 personnes et plus diminue (60.1% des opérations). La classe la plus représentée est celle des ménages de 4 personnes (22.3% des opérations), suivie par les ménages de 3 personnes (21.2%).

Après avoir augmenté à 3.0 en 2010, le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2011 reste stable. Il est plus faible dans l'ancien (2.9 personnes) que dans le neuf (3.1 personnes). Tout comme la génération 2010, la génération 2011 est marquée par des familles (3 personnes et plus) qui investissent en majorité dans le neuf (53.6%), tandis que les petits ménages (1 et 2 personnes) préfèrent toujours l'ancien (58.1%). Le nombre d'opérations réalisées dans le neuf par les petits ménages diminue (41.9% en 2011 contre 47.8% en 2010).

Opérations réalisées par taille de ménage en 2011



En affinant l'analyse, on constate que hormis les personnes seules, les ménages achètent davantage dans le neuf, la proportion variant de 55.4% pour les ménages de 4 personnes à 45.9% pour les ménages de 2 personnes.

Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2011

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	4 944	16.3%	1 909	22.2%	5 569	26.1%	470	28.8%	20.8%
2 personnes	5 408	17.8%	1 769	20.5%	4 234	19.8%	375	23.0%	19.0%
3 personnes	7 000	23.1%	1 750	20.3%	4 000	18.7%	349	21.4%	21.2%
4 personnes	7 636	25.2%	1 840	21.4%	4 035	18.9%	275	16.9%	22.3%
5 personnes	3 897	12.9%	997	11.6%	2 354	11.0%	123	7.5%	11.9%
6 personnes et plus	1 422	4.7%	352	4.1%	1 147	5.4%	39	2.4%	4.8%
Ensemble	30 307	100.0%	8 617	100.0%	21 339	100.0%	1 631	100.0%	100.0%
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.9		2.9		2.6		3.0

La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2011 et 2010 par taille de ménage montre que les ménages de 3 personnes et moins ont un revenu moyen en baisse (de

-0.3% pour les ménages de 3 personnes à -1.6% pour les ménages de 2 personnes) alors que les ménages de 4 personnes et plus voient leur revenu augmenter (de 0.2% pour les ménages de 6 personnes et plus à 2.4% pour les ménages de 5 personnes). S'agissant du coût moyen d'opération, il est en augmentation pour les ménages de 2 à 5 personnes, allant de +0.2% pour les ménages de 2 personnes à +1.7% pour les ménages de 4 personnes. Au regard du montant moyen du PAS, les évolutions sont en hausse pour les ménages de 3 personnes et plus : de +0.2% pour les ménages de 3 personnes à +2.6% pour les ménages de 4 personnes alors que les montants de PAS des ménages de 2 personnes ou des personnes seules sont en baisses respectives de 1.6% et 7.0%

Évolution entre 2010 et 2011 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen du PAS	Revenu mensuel moyen
2011			
Personne seule	-0.6%	-7.0%	-0.5%
2 personnes	0.2%	-1.6%	-1.6%
3 personnes	1.4%	0.2%	-0.3%
4 personnes	1.7%	2.6%	1.3%
5 personnes	0.9%	2.3%	2.4%
6 personnes et +	-1.0%	0.3%	0.2%
Ensemble	0.4%	-0.8%	0.0%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 81 mois de revenus (identique à la génération précédente) avec un PAS équivalant à 40 mois (contre 43 mois de la génération précédente). Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 73 mois et 41 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 68 mois et 71 mois de revenus (décroissant avec la taille du ménage) avec des montants de PAS croissant avec la taille du ménage (de 41 à 47 mois).

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 49.5% pour une personne seule à 68.3% pour 6 personnes et plus).

La répartition des PAS de la génération 2011 selon la situation familiale est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, la part des mariés étant toujours dominante (34.6% en 2011) suivi par celle des personnes vivant maritalement (28.4%). La part emprunteurs célibataires atteint 27.8% en 2011.

Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

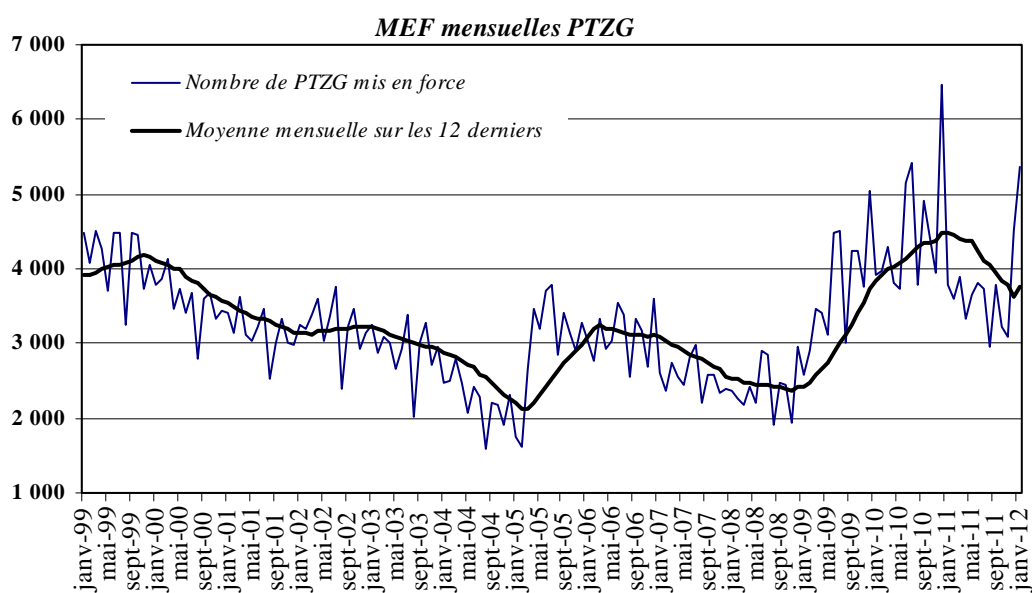
	2009		2010		2011	
Marié	18 069	34.6%	21 685	34.8%	21 411	34.6%
Vivant maritalement	15 859	30.4%	18 629	29.9%	17 599	28.4%
Célibataire	13 923	26.7%	16 856	27.0%	17 181	27.8%
Divorcé ou séparé	3 961	7.6%	4 790	7.7%	5 313	8.6%
Veuf	356	0.7%	441	0.7%	390	0.6%
Ensemble	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%

Les montants moyens d'opération augmentent de 0.4% pour l'ensemble des emprunteurs, seuls ceux des divorcés ou séparés sont en légère baisse (-0.5%), tandis qu'ils sont en hausse pour les veufs, les mariés, les couples vivant maritalement et les célibataires (respectivement +3.9%, +0.8%, +0.8% et +0.6%). Le revenu des emprunteurs est en baisse de 3.0% pour les célibataires, de 2.6% pour les divorcés/séparés et de -1.6% pour les veufs. Il augmente en revanche de 0.8% pour les mariés et de 0.7% pour les couples vivant maritalement. La baisse générale (-0.8%) du montant moyen prêté du PAS ne se reflète pas chez les couples vivant maritalement (+4.8%). Il est en baisses respectives de 5.8%, 4.5%, 1.0% et 0.4% chez les célibataires, les divorcés/séparés, les veufs et les mariés.

2.2 LES PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2011

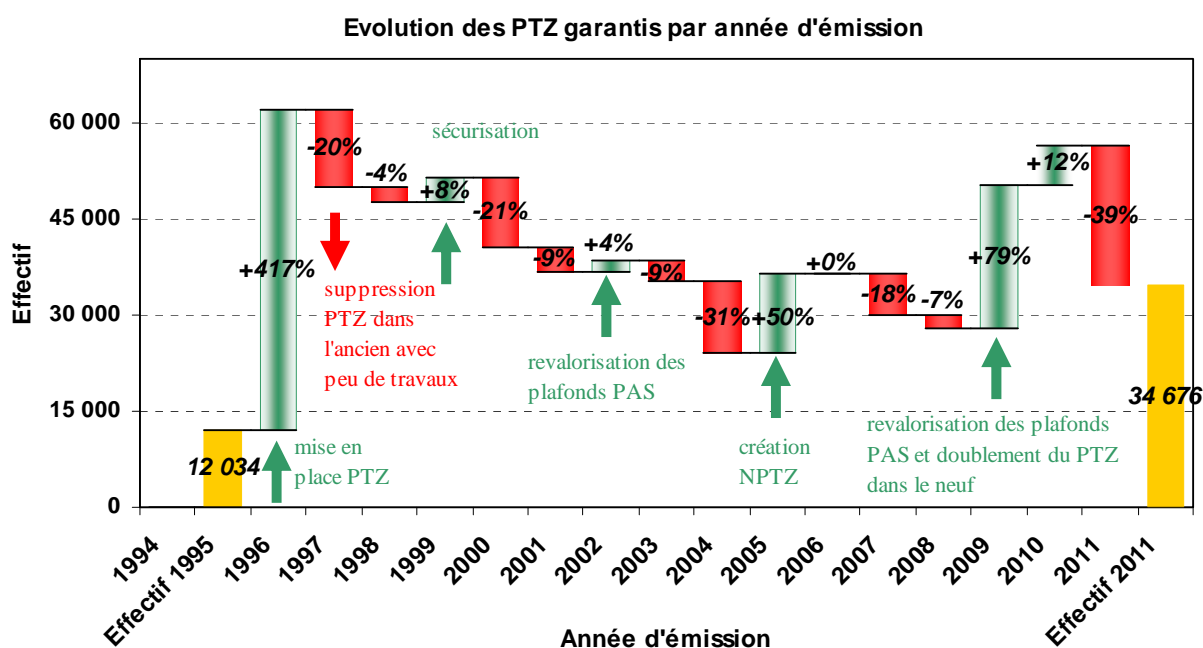
On recense 43 368 prêts à 0% garantis pour la génération 2011 dont 14 562 NPTZ et 28 806 PTZ+. Ils représentent 40.8% en effectifs et 17.4% en montants de la production totale des prêts garantis de la génération 2011.

Génération	Nombre de prêts	Montant garanti (M€)
1995	3 754	59.8
1996	57 143	875.0
1997	49 807	794.8
1998	46 681	757.6
1999	49 963	826.5
2000	42 936	711.3
2001	37 875	638.6
2002	38 688	652.7
2003	35 211	595.7
2004	27 244	463.1
2005	35 798	603.1
2006	46 448	809.3
2007	23 044	394.3
2008	28 352	499.9
2009	44 690	1 115.9
2010	53 888	1 688.0
2011	43 368	1 172.5
Total	664 890	12 658



En 2011, le montant moyen d'un prêt à 0% garanti est de 27 040 € en baisse de 13.7% par rapport à 2010, pour financer une opération de 151 460 €(soit +0.3% sur un an) ; le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est stable à 2 197 €par rapport à la génération 2010. (A titre indicatif, le revenu mensuel moyen des emprunteurs contractant à un PAS est également stable par rapport à la génération 2010).

Comme pour les PAS, les réformes de 1996 (mise en place PTZ), de 1999 (sécurisation), de 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002, de 2005 (création NPTZ) et les plus récentes de 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) ont entraîné des hausses significatives de la production des PTZG (respectivement +417%, +8%, +4%, +50% et 79%), généralement plus prononcées que celles des PAS, sauf en 2002 (production des PAS en progression de 29% contre 4% pour les PTZ garantis).



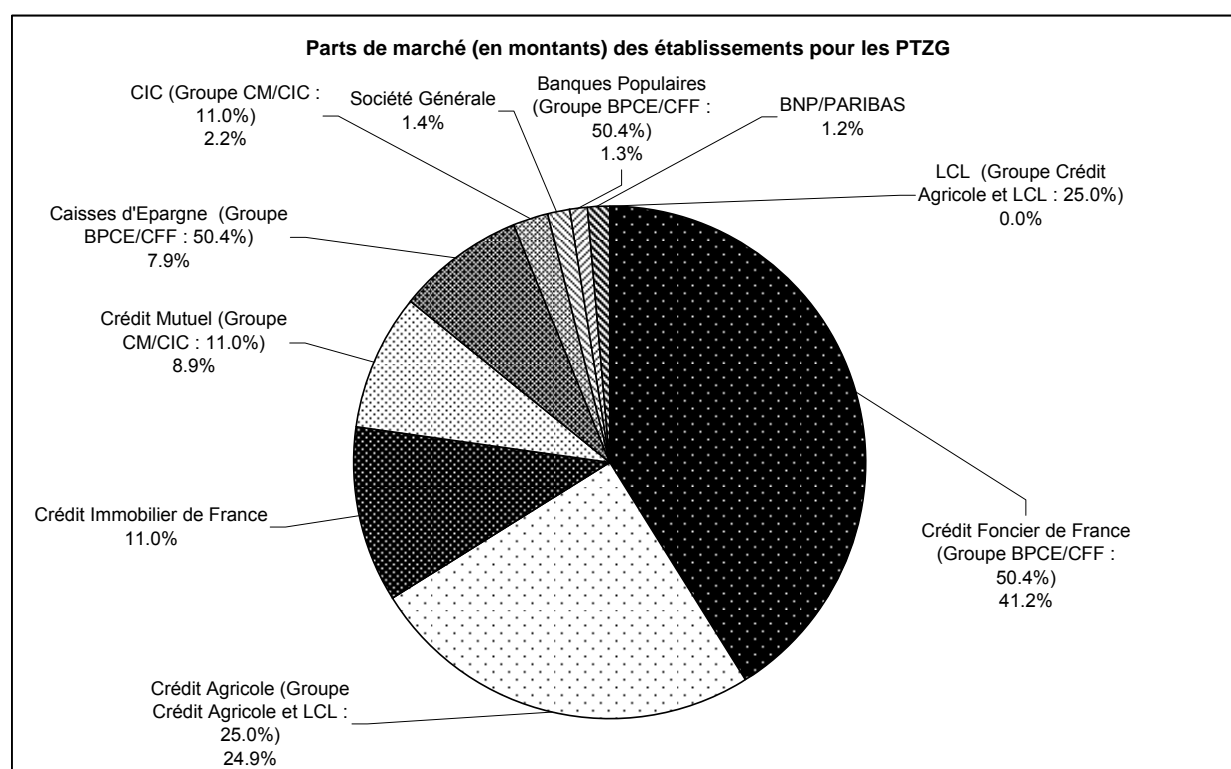
Concernant les émissions de PTZ garantis en 2011, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2012 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible que la baisse ne soit due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

A noter que pour 2010 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse)

Répartition par établissements

La répartition des montants de prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont très similaires à celles des PAS. Deux établissements distribuent à eux seuls plus de la moitié des prêts à 0% garantis : le Crédit Foncier (qui perd 3.3 points, à 41.2%) et le Crédit Agricole (qui gagne 8.1 points à 24.9%). En ajoutant le Crédit Immobilier de France à ces deux établissements, ils comptabilisent plus des 3/4 des montants des prêts à 0% garantis. Le Crédit Mutuel, les Caisses d'Epargne, la Société Générale et LCL perdent respectivement 1.1 points, 1.2 points, 1.4 points et 0.8 point alors que les autres distributeurs ont pratiquement préservé leur part de marché de la génération 2010.

Le graphique suivant donne les parts de marché des établissements par ordre décroissant dans le sens des aiguilles d'une montre.



Le groupe BPCE et Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 50.4% (-4.5 points). Il est suivi par l'ensemble Crédit Agricole et LCL avec 24.9% de PTZG distribués en 2011 (contre 17.5% en 2010, soit +7.4 points sur un an). Vient ensuite, avec une part de marché de 11.0% (-1.1 points), le groupe Crédit Mutuel et CIC.

13.4% des prêts à 0% en Métropole de la génération 2011 sont garantis par le FGAS. Au Crédit Foncier, plus de la moitié (58.9%) de la production totale des PTZ est garantie, tandis que le Crédit Agricole n'a recours à cette garantie que pour 15.6% des PTZ.

Répartition géographique des PTZG

La diminution de la production de PTZG de la génération 2011 (en effectifs) est constatée dans l'ensemble des régions hormis en Champagne (+0.3%).

La répartition géographique des PTZG montre que les régions Rhône-Alpes, Ile de France et Pays de la Loire restent les plus importantes productrices de prêts à 0% garantis (respectivement 13.3%, 11.4% et 11.2%). Elles distribuent 35.9% de prêts à 0% garantis.

Les régions Pays de la Loire, Corse, Picardie et Languedoc Roussillon affichent les plus forts pourcentages d'opérations garanties par le FGAS (respectivement 20.8%, 19.1%, 17.3% et 16.9% contre 13.4% pour l'ensemble de la métropole). L'Auvergne, l'Ile de France et le Limousin sont les régions qui ont la plus faible proportion de PTZ garantis sur le total des PTZ distribués (respectivement 9.0%, 9.1% et 9.3%).

Répartition des prêts à 0% garantis par région en 2011 et la part estimée des PTZG dans la production régionale de prêts à 0%

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2010/2011	Part garantie
Rhône Alpes	5 768	13.3%	-15.7%	16.7%
Ile de France	4 954	11.4%	-20.5%	9.1%
Pays de la Loire	4 840	11.2%	-15.9%	20.8%
Provence Côte d'Azur	2 849	6.6%	-20.7%	12.5%
Midi Pyrénées	2 533	5.8%	-14.2%	15.3%
Aquitaine	2 528	5.8%	-28.1%	14.5%
Bretagne	2 519	5.8%	-26.2%	12.6%
Nord	2 273	5.2%	-22.7%	12.4%
Languedoc Roussillon	2 186	5.0%	-20.3%	16.9%
Centre	1 735	4.0%	-24.8%	11.9%
Picardie	1 645	3.8%	-19.7%	17.3%
Bourgogne	1 390	3.2%	-6.5%	16.8%
Poitou Charentes	1 220	2.8%	-23.2%	12.3%
Lorraine	1 208	2.8%	-18.3%	10.3%
Haute Normandie	1 094	2.5%	-29.9%	11.7%
Basse Normandie	1 061	2.4%	-17.3%	14.3%
Alsace	884	2.0%	-19.5%	10.8%
Franche Comté	761	1.8%	-14.8%	12.3%
Champagne	734	1.7%	0.3%	12.0%
Auvergne	626	1.4%	-19.3%	9.0%
Limousin	345	0.8%	-18.2%	9.3%
Corse	215	0.5%	-4.0%	19.1%
Ensemble	43 368	100%	-19.5%	13.4%

Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations financées par un PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1^{er} juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. Sa part a été réduite à une petite moitié (48.4% en 2009). Elle s'établit à 59.9% pour la génération 2010 et à 51.6% pour la génération 2011, soit une baisse de 8.3 points.

Evolution par génération et répartition des PTZG par type d'opération

	2009		2010		2011	
Neuf	21 637	48.4%	32 265	59.9%	22 388	51.6%
Acquisition avec amélioration	6 738	15.1%	6 626	12.3%	4 005	9.2%
Acquisition seule	16 315	36.5%	14 997	27.8%	16 975	39.1%
Ensemble	44 690	100%	53 888	100%	43 368	100%

L'analyse de l'évolution par génération des PTZG par zone géographique montre que le nombre d'opérations situées en Ile de France comme en province est en baisse, respectivement de 20.5% et 19.4%. Seulement 11.4% des PTZ garantis en 2011, sont distribués en Ile de France, soit 0.1 point de moins qu'en 2010.

En Ile de France, les opérations sont dans le neuf pour 44.5% d'entre elles, soit 0.1 point de moins que pour la génération précédente. La part des acquisitions dans l'ancien sans travaux est en hausse (54.0% contre 48.6% en 2010).

En province, le neuf ne représente plus que 52.5% des opérations contre 61.9% en 2010 et les acquisitions avec amélioration perdent 2.8 points, représentant 10.2% des opérations

Entre 2010 et 2011, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+0.3% en moyenne pour l'ensemble des opérations) : autour de 1.7% dans le neuf et 0.9% dans l'ancien sans travaux mais baisse de 2.8% pour les acquisitions avec travaux.

Coûts moyens d'opération en euros

	2009	2010	2011	Variation 10/11
Neuf	154 970	161 493	164 258	1.7%
Acquisition avec amélioration	125 462	122 774	119 326	-2.8%
Acquisition seule	143 117	140 905	142 179	0.9%
Ensemble	146 191	151 011	151 461	0.3%

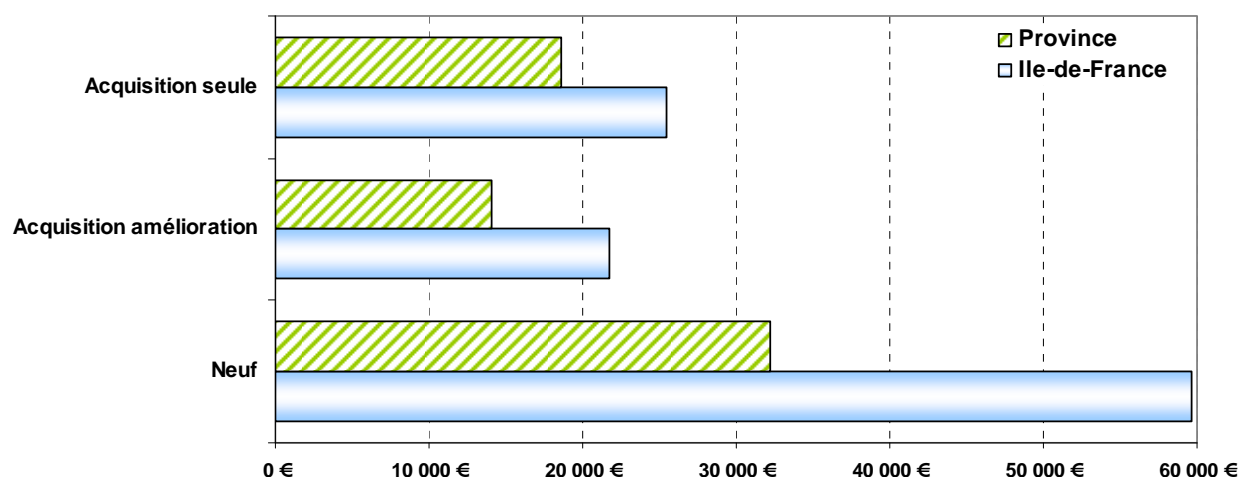
Le coût moyen d'opération reste nettement supérieur en Ile de France, en hausse de 2.6% par rapport à 2010. L'écart absolu entre province et Ile de France est autour de 41 350 €(soit 4 800 € de plus qu'en 2010), et de plus de 47 000 €pour le neuf et les acquisitions avec amélioration.

Caractéristiques des prêts

Le montant moyen est en baisse de 13.7% par rapport à la génération 2010 et s'établit à 27 040 € (contre 31 320 €). Cette diminution est en grande partie due au neuf: -17.5% (34 870 € contre 42 250 €). A l'inverse dans l'ancien, concernant l'acquisition seule, le montant moyen à 19 730 € affiche une très forte hausse de 28.7%. L'acquisition avec travaux diminue quant à elle (-0.9% à 14 180 €).

La hausse s'établit en Ile de France (+14.7% avec un montant moyen de 40 630 €) alors qu'en province, le montant moyen est en baisse (-17.9% avec un montant moyen de 25 280 €). Le montant reste toujours plus élevé en Ile de France par rapport à la province (+60.7%) avec un écart de 15 350 €, beaucoup plus élevé qu'en 2010 (4 640 €, soit un écart de 15.1%).

Montant moyen de PTZG par zone et type d'opération



La quotité moyenne du PTZG s'élève à 17.8% en 2011, en baisse de 2.9 points par rapport à 2010.

Cette quotité est inférieure en province de 4.4 points par rapport à l'Ile de France et s'élève respectivement à 17.2% et 21.6%.

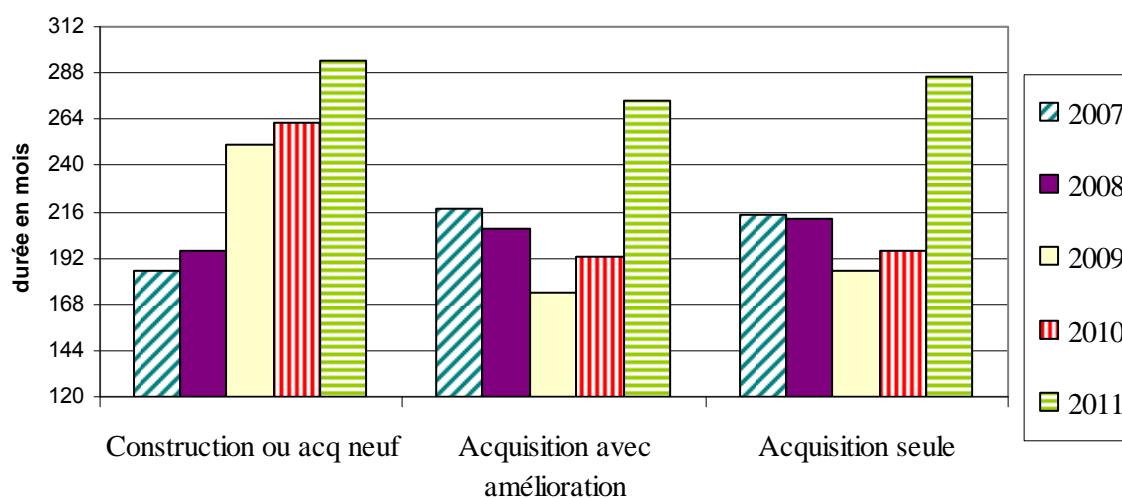
En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile de France, respectivement 28.8% et 20.1% en province. Dans l'acquisition avec amélioration, elle est de 13.1% en Ile de France et 11.9% en province pour une quotité de 11.9% également dans l'ensemble. Concernant l'acquisition seule, l'écart entre Ile de France et province est de 1 point avec des quotités respectives de 14.7% et 13.7%.

Quotité moyenne du montant du PTZG de la génération 2011 dans le coût d'opération

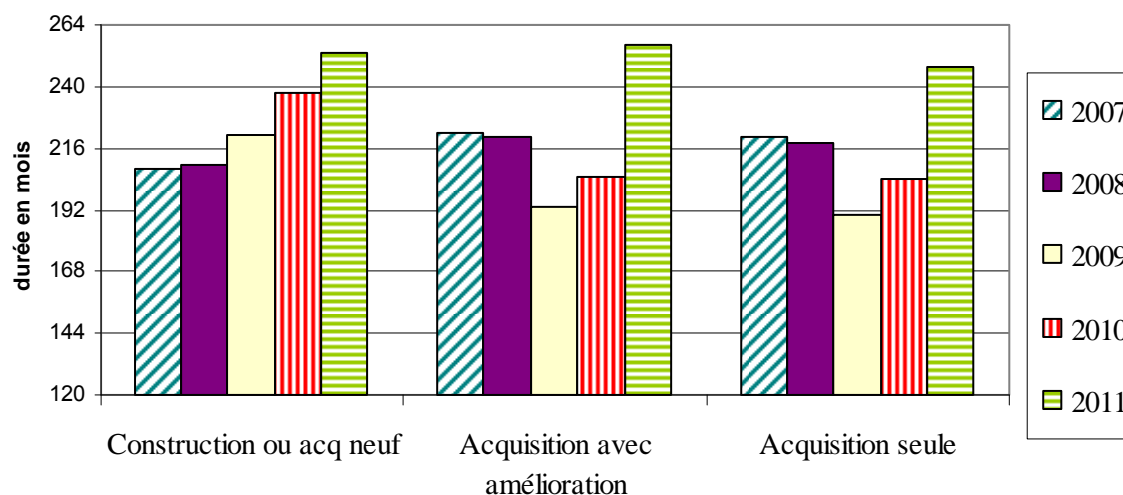
	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	28.8%	20.1%	21.2%
Acquisition avec amélioration	13.1%	11.9%	11.9%
Acquisition seule	14.7%	13.7%	13.9%
Ensemble	21.6%	17.2%	17.8%

Après des hausses régulières de l'allongement de la durée du prêt à 0% garanti, la génération 2008 s'est caractérisée par une légère diminution de la durée des prêts qui continue en 2009 (-7 mois, à 17 ans et 2 mois en moyenne) mais augmente de nouveau fortement en 2010 (+1 an et 7 mois, à 18 ans et 9 mois) et en 2011 (+2 ans et 7 mois, à 21 ans et 4 mois). La durée moyenne en Ile de France devient plus élevée qu'en province (24 ans et 1 mois contre 21 ans).

Durée d'un PTZG en Ile de France



Durée d'un PTZG en Province



La durée moyenne du PTZG s'allonge quelque soit le type d'opération. Dans le neuf, elle s'établit à 21 ans et 5 mois et gagne un an et 6 mois. Dans l'ancien, elle s'allonge de 4 ans et 5 mois pour s'établir à 21 ans et 5 mois pour l'acquisition avec amélioration et de 4 ans et 4 mois pour s'établir à 21 ans et 2 mois pour l'acquisition seule, restant plus courte que dans le neuf. En Ile de France, la durée moyenne du prêt va jusqu'à atteindre 24 ans et 6 mois dans le neuf, elle augmente de 6 ans et 9 mois dans l'acquisition avec amélioration, soit 22 ans et 10 mois et +7 ans et 6 mois en acquisition seule pour atteindre 23 ans et 10 mois. Les tendances observées pour l'ensemble des données sont les mêmes en province. Par rapport à la génération précédente, l'écart entre le neuf et l'ancien reste du même ordre, la durée dans le neuf est toujours plus importante que dans l'ancien : 5 mois de plus en province et 6 mois de plus en Ile de France.

Caractéristiques des bénéficiaires

Le revenu mensuel moyen d'un emprunteur de prêt à 0% garanti est de 2 197 €, en très légère hausse de 0.1% par rapport à la génération précédente. Une hausse qui ne se retrouve que dans l'acquisition avec amélioration (+4.6%). Dans le neuf et dans l'acquisition seule, il est en baisse, respectivement de 0.6% et 0.5%.

Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2009	2010	2011	Variation
Neuf	2 335	2 277	2 263	-0.6%
Acquisition amélioration	2 057	1 961	2 051	4.6%
Acquisition seule	2 233	2 106	2 096	-0.5%
Ensemble	2 259	2 195	2 197	0.1%

La structure de répartition par CSP ne révèle pas de tendance particulière. La part des ouvriers reste prépondérante en 2011, suivie des employés. En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 86.3% de l'ensemble des opérations financées avec un PTZG en 2011.

Le prêt représente en moyenne environ 12.3 mois de revenus¹⁰ de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 9.7 mois pour les retraités à 13.0 mois pour les employés. Par ailleurs, le PTZG équivaut à 16.3 mois de revenu en Ile de France et 11.7 mois en province. Un PTZG étant généralement accompagné d'un PAS, les deux ratios exprimant le montant de prêt (du PAS et du PTZG) en années (ou mois) de revenus s'ajoutent et aboutissent donc à un ratio cumulé encore plus important (cf. chapitre 2.1).

¹⁰ Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 35% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

CSP des emprunteurs en 2011

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	605	1.4%
Artisans, commerçants	1 401	3.2%
Cadres	2 125	4.9%
Prof. Intermédiaires	7 757	17.9%
Employés	13 720	31.6%
Ouvriers	15 969	36.8%
Retraités	462	1.1%
Inactifs	1 329	3.1%
Ensemble	43 368	100%

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP : les agriculteurs et les ouvriers font proportionnellement plus d'opérations dans le neuf (respectivement 60% et 56% contre 52% dans l'ensemble) alors que les inactifs et les retraités en font beaucoup moins (37% et 35%). A l'inverse, les premiers investissent très peu, en proportion, dans l'acquisition seule (31% et 33%, au-dessous de la moyenne à 39%) alors que chez les seconds, respectivement 52% et 59% des emprunteurs y investissent. Enfin, les ouvriers et les inactifs investissent proportionnellement plus dans le secteur de l'acquisition amélioration que les autres CSP.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 68.9 mois (soit 0.1 mois de plus qu'en 2010). Les coûts moyens varient de 65.8 mois pour les cadres à 74.1 mois pour les inactifs.

Le nombre des personnes seules, représentant 21.5% des ménages, est en légère hausse en proportion cette année (+0.6 point par rapport à 2010) tout comme les ménages de 2 personnes (+1.1 points) au profit des ménages de 3 et 4 personnes et plus.

Ces proportions ne sont pas les mêmes selon le type d'opération. En effet, la part des personnes seules est plus importante dans l'ancien (60.5%) que dans le neuf (39.5%). A l'inverse, les ménages de 3 et 4 personnes et plus sont beaucoup plus présents, en proportion, dans le secteur du neuf (respectivement 56.6% et 57.6%) que dans l'ancien (43.4% et 42.4%).

Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	3 687	16.5%	836	20.9%	4 810	28.3%	21.5%
2 personnes	3 873	17.3%	819	20.4%	3 433	20.2%	18.7%
3 personnes	5 152	23.0%	799	20.0%	3 151	18.6%	21.0%
4 personnes	5 638	25.2%	841	21.0%	3 057	18.0%	22.0%
5 personnes	2 938	13.1%	501	12.5%	1 724	10.2%	11.9%
6 personnes et plus	1 100	4.9%	209	5.2%	800	4.7%	4.9%
Ensemble	22 388	100%	4 005	100%	16 975	100%	100%
moyenne du nombre de personnes	3.2		3.0		2.8		3.0

Comme en 2010, on constate en 2011 qu'en regroupant les trois dernières classes en une seule, composée des ménages de 4 personnes et plus, plus la taille du ménage est importante, plus la proportion d'investissement dans le neuf est grande. A l'inverse, plus le ménage est petit, plus la part d'investissement dans l'acquisition seule est forte.

Cette année, la part des couples vivant maritalement (29.6%) et des mariés (34.0%) est en baisse avec respectivement -0.6 point et -0.7 point au profit des célibataires (+0.8 point, 28.4%) et des personnes divorcées ou séparées (+0.6 point à 7.6%). Ceci étant, les couples mariés demeurent toujours la catégorie prépondérante. L'ensemble des couples (mariés ou vivant maritalement) représentent 63.6% des emprunteurs, en légère baisse, par rapport à 2010.

Situation familiale des bénéficiaires d'un PTZG

	2009		2010		2011	
Marié	15 462	34.6%	18 709	34.7%	14 731	34.0%
Vivant maritalement	13 846	31.0%	16 251	30.2%	12 832	29.6%
Célibataire	12 192	27.3%	14 865	27.6%	12 297	28.4%
Divorcé ou séparé	2 966	6.6%	3 746	7.0%	3 291	7.6%
Veuf	224	0.5%	317	0.6%	217	0.5%
Ensemble	44 690	100%	53 888	100%	43 368	100%

2.3 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2011

On recense 1 114¹¹ éco-prêts garantis pour un montant prêté de 18.9 M€ au cours de la génération 2011 pour 47 225 éco-prêts pour un montant prêté de 803.6 M€ sur l'ensemble des éco-prêts. Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 16 970 € pour financer des travaux de 20 100 €

Sur l'ensemble des éco-prêts de la génération 2011, le montant moyen est de 17 050 € pour un montant moyen de travaux égal à 19 660 €

Seuls le Crédit Agricole et le Crédit Foncier de France ont distribué des éco-prêts garantis en 2011.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 112 mois, soit 9 ans et 4 mois, 2 mois de plus que dans l'ensemble des éco-prêts.

Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis

La Province compte 1 098 éco-prêts garantis en 2011, soit 98.6% de la totalité.

Le montant moyen prêté en Province est de 16 980 € pour financer des travaux moyens de 20 160 €. Ces valeurs sont moins élevées en Île de France avec un prêt moyen de 15 910 € pour des travaux moyens de 16 414 €

¹¹ A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS.

Ile-de-France	16	1.4%
Bouquet 2 actions	13	1.2%
Bouquets 3 actions ou plus	3	0.3%
Performance globale	0	0.0%
Assainissement	0	0.0%
Province	1 098	98.6%
Bouquet 2 actions	607	54.5%
Bouquets 3 actions ou plus	408	36.6%
Performance globale	9	0.8%
Assainissement	74	6.6%
Ensemble	1 114	100%

Plus de 45% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H1C (504 prêts) contre 158 éco-prêts en zone H2C (14.2%). A elles deux, elles représentent environ 3 éco-prêts garantis sur 5.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts de la génération 2011, c'est en zone H1A que se situe le plus grand nombre avec 9 842 éco-prêts, soit 20.8% du total, suivi par la zone H1C avec 7 938 éco-prêts (16.8%).

Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2011 avec 620 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (411 éco-prêts). La performance globale et l'assainissement correspondent respectivement à 9 et 74 éco-prêts garantis. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 92.5% des éco-prêts garantis de la génération 2011.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts de la génération 2011, on recense 28 501 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 14 996 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 3 442 et 286 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen de 22 660 €(14 320 €pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 27 430 €(16 520 €pour les bouquets de deux actions).

Caractéristiques des bénéficiaires

Les employés sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (232), devant les ouvriers (186), les agriculteurs et les professions intermédiaires (170 pour ces deux dernières catégories).

Les cadres ont un prêt moyen de 19 160 €, devant les agriculteurs (19 150 €) et les artisans/commerçants (18 200 €). Les cadres ont également le coût moyen des travaux le plus élevé (23 660 €) devant les agriculteurs et les artisans/commerçants (23 390 € et 22 130 €).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue chez les cadres avec 117 mois alors que chez les retraités, elle n'est que de 101 mois.

3 BILAN STATISTIQUE DES PRETS GARANTIS

DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

POUR LA GENERATION 2011

3.1 PAS DOM DE LA GENERATION 2011

Le nombre de PAS distribués en DOM appelés dans ce qui suit « PAS DOM » de la génération 2011 s'élève à 294 prêts contre 199 dans la génération précédente, soit une hausse de 47.7%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 75% pour la Réunion, 20% en Martinique, 3% en Guyane et 2% en Guadeloupe. Le montant moyen d'un PAS DOM est de 96 300 € (contre 89 700 € en France métropolitaine), en hausse de 14.5% par rapport à la génération 2010. Ce prêt finance une opération d'un coût moyen de 141 900 € (+9.9% par rapport à la génération 2010) contre 154 000 € en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM augmente légèrement passant de 65% en 2010 à 68% en 2011 (contre seulement 58% pour la génération 2011 en métropole). Elle est plus élevée dans l'amélioration (77%) que dans l'acquisition sans amélioration (73%), l'acquisition avec amélioration (66%) et le neuf (62%).

La part des opérations dans le neuf diminue avec 41% des opérations, soit 120 prêts. En revanche, la part des opérations dans l'amélioration et l'acquisition avec amélioration augmente respectivement de 8 points (17%) et de 7 points (17%), tandis que l'acquisition sans amélioration diminue de 1 point (25%). Pour la génération 2011, 51 prêts sont accordés pour l'amélioration seule, tout autant que l'acquisition avec amélioration alors que l'acquisition sans amélioration compte 72 prêts.

Les prêts PAS DOM pour les ménages composés d'une ou deux personnes représentent 34.7% de la production (contre 34.2% en 2010). Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 60.5% des PAS DOM (contre 54.8% en 2010). La part des ménages de 4 personnes reste la plus importante : 26.2% (contre 33.7% en 2010).

Les parts des emprunteurs célibataires et divorcés/séparés sont en hausse en 2011 : respectivement +3.1 points à 41.8% et +2.0 points à 7.5%. Cette augmentation a lieu au détriment des couples vivant maritalement (-4.0%) et des mariés (-0.8%). L'ensemble des

couples (mariés ou vivant maritalement) représentent 50.0% des emprunteurs. Quant aux personnes veuves, elles restent en marge avec 2 opérations en 2011.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2011 avec 40.5% des PAS DOM (+3.8 points), devant les professions intermédiaires avec 22.4% des PAS DOM, soit une baisse de 5.2 points et les ouvriers avec 17% des PAS DOM, soit une baisse de 5.1 points. Les cadres arrivent en quatrième position avec 11.6%. (En métropole, ces catégories représentent 35.0% pour les ouvriers, 31.9% pour les employés, 18.2% pour les professions intermédiaires et 5.2% pour les cadres. L'ensemble des ouvriers, employés et professions intermédiaires représentent 85.1% des emprunteurs avec très peu de retraités, d'inactifs, et d'agriculteurs.)

3.2 PTZ DOM GARANTIS DE LA GENERATION 2011

En 2011, la production PTZG DOM est constituée de 287 prêts (contre 166 prêts en 2009). 227 prêts, ont été accordés à l'Ile de la Réunion, les 60 autres prêts se répartissant comme suit : 48 en Martinique, 6 en Guadeloupe, tout comme en Guyane. Le neuf représente 64% de l'ensemble des opérations, tandis que dans l'ancien, ce sont les opérations dans l'acquisition seule qui prennent l'avantage : 30% du total, soit 86 prêts.

Le montant moyen d'un PTZG dans les DOM est de 37 760 €(contre 27 030 €en métropole), en forte hausse de 21.0% par rapport à 2010. Ce prêt finance une opération d'un coût moyen de 139 730 €(contre 151 460 €en France métropolitaine), soit +14.1% par rapport à la génération 2010. Depuis 2005, la quotité est en progression soutenue : passant de 14.4% en 2005 à 20.0% en 2007, 25.5% en 2009 et 2010 puis 27.0% en 2011.

Le montant moyen du prêt dans le neuf est supérieur à la moyenne (45 330 €), en augmentation de 23.5%. Le coût moyen d'opération est aussi en hausse de 11.5% par rapport à 2010 dans le neuf (144 570 €). Pour les acquisitions seules, les hausses sont de 9.8% pour le prêt (dont le montant est de 24 010 €) et de 16.3% pour le coût d'opération (131 570 €).

Au regard du profil des ménages, ce sont en majorité des couples : soit mariés (40.1%), soit vivant maritalement (24.7%). Les célibataires représentent 27.9% des ménages. Au total, ce sont les ménages de 3 à 4 personnes qui bénéficient davantage d'un PTZG dans les DOM (respectivement 28.9% et 23.0%).

La génération 2011 est marquée par la progression de la part des employés qui représentent environ 44.9% des emprunteurs (contre 35.5% en 2010), au détriment des professions intermédiaires (20.6% contre 27.1% en 2010) et les ouvriers (17.1% contre 24.7% en 2010).

3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM

En 2011, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

4 **ANNEXES**

ANNEXES

Préambule : Répartition des générations PAS et PTZG par année d'émission	3
---	----------

ANNEXES PAS

Annexe 1 : Parts de marché des établissements de crédit pour les prêts PAS par génération	4
Annexe 2 : Répartition géographique de PAS de la génération 2011	
- par département	5
- par zone de Robien	8
Annexe 3 : Caractéristiques des opérations financées par un PAS par génération	9
Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération	10
Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération	13
Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération	16
Annexe 7 : Caractéristiques des PAS dans les départements d'outre mer (PAS DOM) par génération	19

ANNEXES PTZG

Annexe 8 : Parts de marché des établissements producteurs des PTZ garantis par génération	22
Annexe 9 : Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis par génération	23
Annexe 10 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'un PTZ garanti de la génération 2011	26
Annexe 11 : Caractéristiques des PTZG DOM par département et par génération	27
Annexe 12 : Caractéristiques des bénéficiaires de PTZG DOM par génération	28

ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS

Annexe 13 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2011	29
Annexe 14 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2011	30
Annexe 15 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garanti de la génération 2011	31
Annexe 16 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2011	32
Annexe 17 : Caractéristiques des périodes d'achèvement et des types de travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2011	33
Annexe 18 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2011	34

Répartition des générations PAS et PTZG par année d'émission

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

La génération 2011 de PAS et de PTZ garantis, comme les générations 2007, 2008, 2009 et 2010 relève du dispositif dit du « Nouveau FGAS », c'est-à-dire du régime de garantie postérieur à la liquidation, à la fin de l'année 2005, des actifs du Fonds de garantie constitués depuis 1993.

La génération 2006 a été rattachée à l'ancien FGAS, moyennant une modification de son périmètre, (prêt émis OU mis en force en 2006), ce qui a une répercussion sur le périmètre des générations suivantes. Aussi, par convention expresse, à compter de la génération 2007, les générations sont composées des prêts garantis émis dans le cadre du NFGAS et mis en force au cours de l'année de génération.

Répartition des générations de PAS par année d'émission

Année d'émission Génération	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
2007 (sur 31464 PAS)	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	-	-	-
2008 (sur 37014 PAS)	-	-	-	-	-	-	22,8%	77,2%	-	-	-
2009 (sur 52168 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,6%	13,7%	85,7%	-	-
2010 (sur 62401 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,1%	0,4%	23,3%	76,2%	-
2011 (sur 61894 PAS)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	1,1%	32,9%	65,9%

Répartition des générations de PTZG par année d'émission

Année d'émission Génération	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
2007 (sur 23044 PTZG)	-	-	-	-	-	-	100,0%	-	-	-	-
2008 (sur 28352 PTZG)	-	-	-	-	-	-	22,9%	77,1%	-	-	-
2009 (sur 44690 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,9%	13,0%	86,1%	-	-
2010 (sur 53888 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,1%	0,4%	21,4%	78,1%	-
2011 (sur 43368 PTZG)	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,0%	0,9%	32,6%	66,4%

Annexe 1 : Parts de marché des établissements pour les prêts PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	961 (3.1%)	86.8 (2.8%)	1 210 (3.3%)	110.0 (3.1%)	1 131 (2.2%)	100.2 (2.0%)	1 043 (1.7%)	93.8 (1.7%)	881 (1.4%)	84.5 (1.5%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 932 (6.1%)	162.8 (5.3%)	2 313 (6.2%)	194.7 (5.5%)	2 807 (5.4%)	233.9 (4.7%)	5 032 (8.1%)	414.9 (7.4%)	5 154 (8.3%)	394.1 (7.1%)
Crédit Foncier de France	7 695 (24.5%)	918.1 (29.8%)	9 698 (26.2%)	1 141.4 (32.2%)	16 018 (30.7%)	1 791.5 (36.1%)	19 381 (31.1%)	2 002.4 (35.5%)	19 157 (31.0%)	2 035.5 (36.7%)
Société Générale	1 646 (5.2%)	166.4 (5.4%)	2 138 (5.8%)	212.5 (6.0%)	3 877 (7.4%)	387.8 (7.8%)	2 709 (4.3%)	272.0 (4.8%)	1 151 (1.9%)	113.8 (2.0%)
Crédit Agricole	8 740 (27.8%)	752.7 (24.4%)	10 479 (28.3%)	859.2 (24.2%)	13 068 (25.0%)	1 049.1 (21.2%)	16 327 (26.2%)	1 229.6 (21.8%)	19 546 (31.6%)	1 441.7 (26.0%)
LCL	536 (1.7%)	53.7 (1.7%)	324 (0.9%)	31.2 (0.9%)	796 (1.5%)	79.6 (1.6%)	960 (1.5%)	99.7 (1.8%)	911 (1.5%)	93.8 (1.7%)
Crédit Mutuel	4 971 (15.8%)	429.1 (13.9%)	4 900 (13.2%)	398.9 (11.3%)	6 766 (13.0%)	551.9 (11.1%)	7 727 (12.4%)	625.0 (11.1%)	6 778 (11.0%)	539.2 (9.7%)
CIC	1 924 (6.1%)	200.5 (6.5%)	2 080 (5.6%)	198.6 (5.6%)	1 707 (3.3%)	161.9 (3.3%)	1 692 (2.7%)	171.2 (3.0%)	1 399 (2.3%)	136.3 (2.5%)
BNP/PARIBAS	1 317 (4.2%)	128.9 (4.2%)	1 533 (4.1%)	146.1 (4.1%)	2 047 (3.9%)	201.1 (4.1%)	1 347 (2.2%)	136.7 (2.4%)	780 (1.3%)	75.6 (1.4%)
BNP Paribas Personal Finance	1 (0.0%)	0.1 (0.0%)	1 (0.0%)	0.1 (0.0%)	2 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Crédit Immobilier de France	1 741 (5.5%)	182.5 (5.9%)	2 338 (6.3%)	251.5 (7.1%)	3 949 (7.6%)	398.9 (8.0%)	6 183 (9.9%)	594.3 (10.5%)	6 137 (9.9%)	637.0 (11.5%)
Ensemble	31 464	3 081,6	37 014	3 544,0	52 168	4 956,0	62 401	5 639,7	61 894	5 551,6

Annexe 2 : Répartition géographique des PAS de la génération 2011 - par département

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	1 213	2,0%	120 442 677	2,2%	Bas-Rhin	720	70 678 627
					Haut-Rhin	493	49 764 050
Aquitaine	3 088	5,0%	291 627 494	5,3%	Dordogne	352	29 186 252
					Gironde	1 149	116 138 066
					Landes	499	49 565 919
					Lot et Garonne	314	26 851 826
					Pyrénées Atlantique	774	69 885 431
Auvergne	993	1,6%	72 798 527	1,3%	Allier	206	16 227 037
					Cantal	142	11 256 645
					Haute Loire	310	17 536 163
					Puy de Dôme	335	27 778 682
Basse Normandie	1 404	2,3%	128 088 813	2,3%	Calvados	540	53 111 495
					Manche	559	48 135 428
					Orne	305	26 841 890
Bourgogne	1 919	3,1%	162 278 151	2,9%	Côte d'Or	516	43 895 177
					Nièvre	167	11 872 196
					Saône et Loire	883	73 369 944
					Yonne	353	33 140 833
Bretagne	4 266	6,9%	294 415 524	5,3%	Côtes d'Armor	503	40 426 215
					Finistère	1 246	75 314 602
					Ille et Vilaine	1 894	127 626 541
					Morbihan	623	51 048 167
Centre	2 408	3,9%	205 912 461	3,7%	Cher	285	19 668 415
					Eure et Loir	356	37 421 767
					Indre	137	10 018 105
					Indre et Loire	604	42 427 545
					Loir et Cher	272	24 115 926
					Loiret	754	72 260 703
Champagne	986	1,6%	92 422 306	1,7%	Ardennes	265	24 949 745
					Aube	205	19 068 639
					Marne	432	42 334 798
					Haute Marne	84	6 069 124
Corse	318	0,5%	28 110 829	0,5%	Corse de Sud	124	11 136 206
					Haute Corse	194	16 974 624
Franche Comté	1 040	1,7%	89 711 154	1,6%	Doubs	443	37 383 589
					Jura	218	17 570 075
					Haute Saône	261	23 086 820
					Territoire de Belfort	118	11 670 670
Total des prêts	61 894	100%	5 551 551 703			61 894	5 551 551 703

Répartition géographique des PAS de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	1 475	2,4%	151 353 119	2,7%	Eure	631	68 907 067
					Seine Maritime	844	82 446 052
Languedoc Roussillon	2 738	4,4%	273 680 190	4,9%	Aude	426	39 623 707
					Gard	659	67 566 945
					Hérault	1 130	115 581 992
					Lozère	60	5 724 419
					Pyrénées Orientales	463	45 183 126
Limousin	494	0,8%	37 924 052	0,7%	Corrèze	155	11 775 498
					Creuse	82	6 302 948
					Haute Vienne	257	19 845 606
Lorraine	1 602	2,6%	143 334 602	2,6%	Meurthe et Moselle	376	35 049 375
					Meuse	113	10 542 907
					Moselle	698	64 230 586
					Vosges	415	33 511 735
Midi Pyrénées	3 325	5,4%	288 796 027	5,2%	Ariège	183	15 655 221
					Aveyron	274	22 461 796
					Haute Garonne	1 484	127 774 446
					Gers	173	15 859 359
					Lot	179	14 472 364
					Hautes Pyrénées	228	20 338 253
					Tarn	463	41 540 308
					Tarn et Garonne	341	30 694 280
Nord	2 918	4,7%	293 530 088	5,3%	Nord	1 668	166 963 608
					Pas de Calais	1 250	126 566 481
Pays de la Loire	9 222	14,9%	584 259 213	10,5%	Loire Atlantique	3 627	221 991 566
					Maine et Loire	1 632	117 638 196
					Mayenne	501	37 616 479
					Sarthe	708	50 992 054
					Vendée	2 754	156 020 918
Picardie	2 221	3,6%	232 700 048	4,2%	Aisne	610	60 490 936
					Oise	1 065	119 949 644
					Somme	546	52 259 468
Poitou Charentes	1 864	3,0%	143 991 769	2,6%	Charente	249	21 472 274
					Charente Maritime	813	66 243 208
					Deux Sèvres	420	28 837 363
					Vienne	382	27 438 924
Total des prêts	61 894	100%	5 551 551 703			61 894	5 551 551 703

Répartition géographique des PAS de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	3 849	6,2%	383 345 496	6,9%	Alpes de Haute Provence	110	11 586 466
					Hautes Alpes	107	7 403 744
					Alpes Maritimes	797	89 234 303
					Bouches du Rhône	1 683	155 035 237
					Var	744	84 013 976
					Vaucluse	408	36 071 769
Rhône Alpes	8 093	13,1%	748 653 937	13,5%	Ain	1 072	105 626 521
					Ardèche	486	40 667 993
					Drôme	807	74 280 536
					Isère	2 041	198 187 761
					Loire	814	60 411 043
					Rhône	2 090	188 012 561
					Savoie	381	37 624 521
					Haute Savoie	402	43 843 000
Ile de France	6 458	10,4%	784 175 226	14,1%	Paris	138	12 422 781
					Seine et Marne	1 478	185 372 437
					Yvelines	580	70 231 839
					Essonne	1 065	128 359 503
					Hauts de Seine	330	33 238 083
					Seine Saint Denis	1 283	162 081 804
					Val de Marne	603	72 472 043
					Val d'Oise	981	119 996 737
Total des prêts	61 894	100%	5 551 551 703	100%		61 894	5 551 551 703

Annexe 2 : Répartition géographique des PAS de la génération 2011 - par zone de Robien

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	2 295	4 683	5 405	17 924	30 307
	Coût moyen d'opération	202 453	175 636	167 474	156 745	164 811
	Montant moyen du PAS	109 720	83 142	92 050	92 591	92 332
	Revenu mensuel moyen	2 500	2 138	2 262	2 234	2 250
Acquisition avec amélioration	Effectifs	426	1 431	1 888	4 872	8 617
	Coût moyen d'opération	181 763	158 625	131 147	129 639	137 025
	Montant moyen du PAS	120 628	93 095	86 549	83 435	87 560
	Revenu mensuel moyen	2 841	2 095	2 035	2 005	2 040
Acquisition sans amélioration	Effectifs	3 512	4 452	5 038	8 337	21 339
	Coût moyen d'opération	179 311	153 683	136 487	135 462	146 269
	Montant moyen du PAS	123 010	84 756	82 600	78 956	88 277
	Revenu mensuel moyen	2 323	2 040	1 989	1 994	2 072
Amélioration	Effectifs	25	763	284	559	1 631
	Coût moyen d'opération	119 377	157 239	140 108	121 500	141 357
	Montant moyen du PAS	80 552	67 165	77 559	71 062	70 516
	Revenu mensuel moyen	2 209	1 517	2 234	2 425	2 336
Ensemble	Effectifs	6 258	11 329	12 615	31 692	61 894
	Coût moyen d'opération	187 785	163 647	149 029	146 379	153 974
	Montant moyen du PAS	117 804	83 957	87 127	87 217	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 426	2 105	2 157	2 170	2 187

NB: au sens du zonage de Robien

Annexe 3 : Caractéristiques des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

		2007	2008	2009	2010	2011	Evolution			
							07/08	08/09	09/10	10/11
Neuf	Effectifs	13 498 (42.9%)	17 245 (46.6%)	23 313 (44.7%)	33 858 (54.3%)	30 307 (49.0%)	27,8%	35,2%	45,2%	-10,5%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	153 848	155 818	158 954	162 812	164 811	1,3%	2,0%	2,4%	1,2%
	Montant moyen du PAS	104 740	100 534	95 255	89 143	92 332	-4,0%	-5,3%	-6,4%	3,6%
	Revenu mensuel moyen	2 273	2 235	2 358	2 283	2 250	-1,6%	5,5%	-3,2%	-1,4%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	5 515 (17.5%)	6 527 (17.6%)	10 508 (20.1%)	10 763 (17.2%)	8 617 (13.9%)	18,3%	61,0%	2,4%	-19,9%
	Coût moyen d'opération	136 496	135 849	136 451	135 642	137 025	-0,5%	0,4%	-0,6%	1,0%
	Montant moyen du PAS	86 905	84 715	87 465	86 336	87 560	-2,5%	3,2%	-1,3%	1,4%
	Revenu mensuel moyen	1 971	1 982	2 124	1 977	2 040	0,5%	7,2%	-6,9%	3,2%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	11 870 (37.7%)	12 548 (33.9%)	17 595 (33.7%)	16 924 (27.1%)	21 339 (34.5%)	5,7%	40,2%	-3,8%	26,1%
	Coût moyen d'opération	148 353	147 568	147 217	147 059	146 269	-0,5%	-0,2%	-0,1%	-0,5%
	Montant moyen du PAS	96 251	95 697	99 858	95 753	88 277	-0,6%	4,3%	-4,1%	-7,8%
	Revenu mensuel moyen	2 013	2 088	2 233	2 107	2 072	3,7%	6,9%	-5,6%	-1,6%
Amélioration	Effectifs	581 (1.8%)	694 (1.9%)	752 (1.4%)	856 (1.4%)	1 631 (2.6%)	19,4%	8,4%	13,8%	90,5%
	Coût moyen d'opération	114 619	122 557	114 984	127 480	141 357	6,9%	-6,2%	10,9%	10,9%
	Montant moyen du PAS	79 275	81 519	78 827	83 779	70 516	2,8%	-3,3%	6,3%	-15,8%
	Revenu mensuel moyen	2 049	2 238	2 540	2 366	2 336	9,2%	13,5%	-6,9%	-1,3%
Ancien	Effectifs	17 966 (57.1%)	19 769 (53.4%)	28 855 (55.3%)	28 543 (45.7%)	31 587 (51.0%)	10,0%	46,0%	-1,1%	10,7%
Ensemble	Effectifs	31 464	37 014	52 168	62 401	61 894	17,6%	40,9%	19,6%	-0,8%
	Coût moyen d'opération	148 007	148 860	149 828	153 408	153 974	0,6%	0,7%	2,4%	0,4%
	Montant moyen du PAS	97 941	95 749	95 002	90 378	89 695	-2,2%	-0,8%	-4,9%	-0,8%
	Revenu mensuel moyen	2 120	2 143	2 272	2 188	2 187	1,1%	6,0%	-3,7%	0,0%

Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

	2007		2008		2009		2010		2011		Evolution			
											07/08	08/09	09/10	10/11
Personne seule	5 633	17,9%	6 530	17,6%	10 681	20,5%	12 603	20,2%	12 892	20,8%	15,9%	63,6%	18,0%	2,3%
2 personnes	5 025	16,0%	6 102	16,5%	11 305	21,7%	11 291	18,1%	11 786	19,0%	21,4%	85,3%	-0,1%	4,4%
3 personnes	6 507	20,7%	7 546	20,4%	11 267	21,6%	13 361	21,4%	13 099	21,2%	16,0%	49,3%	18,6%	-2,0%
4 personnes	7 772	24,7%	9 000	24,3%	10 736	20,6%	14 393	23,1%	13 786	22,3%	15,8%	19,3%	34,1%	-4,2%
5 personnes	4 631	14,7%	5 518	14,9%	5 836	11,2%	7 623	12,2%	7 371	11,9%	19,2%	5,8%	30,6%	-3,3%
6 personnes et plus	1 896	6,0%	2 318	6,3%	2 343	4,5%	3 130	5,0%	2 960	4,8%	22,3%	1,1%	33,6%	-5,4%
Ensemble	31 464	100%	37 014	100%	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%	17,6%	40,9%	19,6%	-0,8%
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
Taille moyenne	3,20		3,21		2,94		3,04		3,00		0,2%	-8,5%	3,5%	-1,4%

Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

		2007	2008	2009	2010	2011
Personne seule	Effectifs	5 633	6 530	10 681	12 603	12 892
	Coût moyen d'opération	112 712	115 520	119 731	122 703	121 910
	Montant moyen du PAS	65 888	64 059	68 669	64 960	60 400
	Revenu mensuel moyen	1 369	1 472	1 624	1 515	1 507
2 personnes	Effectifs	5 025	6 102	11 305	11 291	11 786
	Coût moyen d'opération	143 486	145 155	151 007	151 547	151 832
	Montant moyen du PAS	90 500	87 871	93 804	85 329	83 951
	Revenu mensuel moyen	1 930	2 041	2 289	2 105	2 070
3 personnes	Effectifs	6 507	7 546	11 267	13 361	13 099
	Coût moyen d'opération	149 426	149 602	154 982	157 125	159 279
	Montant moyen du PAS	98 230	95 080	99 029	91 907	92 111
	Revenu mensuel moyen	2 145	2 157	2 374	2 265	2 258
4 personnes	Effectifs	7 772	9 000	10 736	14 393	13 786
	Coût moyen d'opération	159 505	158 982	160 779	165 356	168 232
	Montant moyen du PAS	107 937	105 857	103 562	99 284	101 845
	Revenu mensuel moyen	2 291	2 313	2 465	2 391	2 421
5 personnes	Effectifs	4 631	5 518	5 836	7 623	7 371
	Coût moyen d'opération	167 016	167 114	165 415	170 071	171 630
	Montant moyen du PAS	117 492	115 061	112 358	109 059	111 611
	Revenu mensuel moyen	2 402	2 396	2 536	2 433	2 491
6 personnes et plus	Effectifs	1 896	2 318	2 343	3 130	2 960
	Coût moyen d'opération	171 874	172 031	170 301	174 955	173 151
	Montant moyen du PAS	123 177	122 713	118 991	117 959	118 291
	Revenu mensuel moyen	2 514	2 513	2 601	2 531	2 535
Ensemble	Effectifs	31 464	37 014	52 168	62 401	61 894
	Taille moyenne	3,20	3,21	2,94	3,04	3,00
	Coût moyen d'opération	148 007	148 860	149 828	153 408	153 974
	Montant moyen du PAS	97 941	95 749	95 002	90 378	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 120	2 143	2 272	2 188	2 187

Taille des ménages : effectifs et principales caractéristiques des opérations

financées par un PAS de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Construction ou acquisition d'un logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Personne seule	Effectifs	4 944	1 909	5 569	470	12 892
	Coût moyen d'opération	135 955	107 460	114 902	115 917	121 910
	Montant moyen du PAS	59 795	63 342	60 427	54 499	60 400
	Revenu mensuel moyen	1 538	1 478	1 457	1 587	1 507
2 personnes	Effectifs	5 408	1 769	4 234	375	11 786
	Coût moyen d'opération	161 853	135 572	146 587	143 092	151 832
	Montant moyen du PAS	84 804	84 329	84 175	67 352	83 951
	Revenu mensuel moyen	2 127	1 997	1 971	1 943	2 070
3 personnes	Effectifs	7 000	1 750	4 000	349	13 099
	Coût moyen d'opération	165 480	145 582	153 999	162 566	159 279
	Montant moyen du PAS	93 381	91 343	91 487	77 638	92 111
	Revenu mensuel moyen	2 314	2 093	2 136	2 410	2 258
4 personnes	Effectifs	7 636	1 840	4 035	275	13 786
	Coût moyen d'opération	173 708	151 172	166 019	159 907	168 232
	Montant moyen du PAS	101 329	99 612	104 826	87 365	101 845
	Revenu mensuel moyen	2 478	2 228	2 299	2 403	2 421
5 personnes	Effectifs	3 897	997	2 354	123	7 371
	Coût moyen d'opération	180 579	153 708	165 737	140 725	171 630
	Montant moyen du PAS	113 703	104 133	112 879	81 661	111 611
	Revenu mensuel moyen	2 514	2 366	2 478	2 539	2 491
6 personnes et plus	Effectifs	1 422	352	1 147	39	2 960
	Coût moyen d'opération	184 890	146 528	168 238	117 405	173 151
	Montant moyen du PAS	122 033	106 402	118 729	76 261	118 291
	Revenu mensuel moyen	2 536	2 293	2 592	3 104	2 535
Ensemble	Effectifs	30 307	8 617	21 339	1 631	61 894
	Coût moyen d'opération	164 811	137 025	146 269	141 357	153 974
	Montant moyen du PAS	92 332	87 560	88 277	70 516	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 250	2 040	2 072	2 336	2 187

Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

	2007		2008		2009		2010		2011		Evolution			
											07/08	08/09	09/10	10/11
Agriculteurs	563	1,8%	803	2,2%	1 096	2,1%	918	1,5%	1 074	1,7%	42,6%	36,5%	-16,2%	17,0%
Artisans, commerçants	1 337	4,2%	1 512	4,1%	1 875	3,6%	2 120	3,4%	2 095	3,4%	13,1%	24,0%	13,1%	-1,2%
Cadres	1 469	4,7%	1 789	4,8%	3 254	6,2%	3 139	5,0%	3 215	5,2%	21,8%	81,9%	-3,5%	2,4%
Prof. Intermédiaires	5 721	18,2%	6 296	17,0%	10 552	20,2%	11 725	18,8%	11 272	18,2%	10,1%	67,6%	11,1%	-3,9%
Employés	9 318	29,6%	10 964	29,6%	15 539	29,8%	19 671	31,5%	19 747	31,9%	17,7%	41,7%	26,6%	0,4%
Ouvriers	11 369	36,1%	13 591	36,7%	17 659	33,9%	22 218	35,6%	21 678	35,0%	19,5%	29,9%	25,8%	-2,4%
Retraités	360	1,1%	535	1,4%	696	1,3%	751	1,2%	880	1,4%	48,6%	30,1%	7,9%	17,2%
Inactifs	1 327	4,2%	1 524	4,1%	1 497	2,9%	1 859	3,0%	1 933	3,1%	14,8%	-1,8%	24,2%	4,0%
Ensemble	31 464	100%	37 014	100%	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%	17,6%	40,9%	19,6%	-0,8%

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

		2007	2008	2009	2010	2011
Agriculteurs	Effectifs	563	803	1 096	918	1 074
	Coût moyen d'opération	138 418	143 535	144 128	153 247	151 968
	Montant moyen du PAS	82 295	76 574	72 102	69 727	70 965
	Revenu mensuel moyen	2 322	2 219	2 393	2 462	2 325
Artisans, commerçants	Effectifs	1 337	1 512	1 875	2 120	2 095
	Coût moyen d'opération	161 335	159 990	161 591	166 224	163 837
	Montant moyen du PAS	107 905	106 498	104 014	102 981	98 861
	Revenu mensuel moyen	2 351	2 359	2 491	2 443	2 388
Cadres	Effectifs	1 469	1 789	3 254	3 139	3 215
	Coût moyen d'opération	170 468	170 398	174 444	178 981	182 141
	Montant moyen du PAS	114 382	110 373	111 836	105 266	101 547
	Revenu mensuel moyen	2 510	2 529	2 747	2 615	2 740
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 721	6 296	10 552	11 725	11 272
	Coût moyen d'opération	156 278	155 236	155 464	160 060	160 859
	Montant moyen du PAS	103 105	99 770	98 537	92 248	89 398
	Revenu mensuel moyen	2 224	2 241	2 422	2 320	2 284
Employés	Effectifs	9 318	10 964	15 539	19 671	19 747
	Coût moyen d'opération	145 991	148 192	148 946	152 307	153 670
	Montant moyen du PAS	95 184	93 111	93 612	87 469	87 083
	Revenu mensuel moyen	2 017	2 032	2 170	2 114	2 111
Ouvriers	Effectifs	11 369	13 591	17 659	22 218	21 678
	Coût moyen d'opération	142 961	143 887	143 169	147 631	147 677
	Montant moyen du PAS	98 350	97 502	94 283	91 297	92 676
	Revenu mensuel moyen	2 123	2 151	2 214	2 156	2 181
Retraités	Effectifs	360	535	696	751	880
	Coût moyen d'opération	137 121	142 420	136 094	133 130	133 416
	Montant moyen du PAS	57 818	59 756	60 114	59 963	59 728
	Revenu mensuel moyen	1 616	1 701	1 837	1 798	1 775
Inactifs	Effectifs	1 327	1 524	1 497	1 859	1 933
	Coût moyen d'opération	140 520	142 503	143 791	145 547	144 597
	Montant moyen du PAS	80 827	77 373	78 089	81 346	79 059
	Revenu mensuel moyen	1 794	1 804	1 862	1 847	1 897
Ensemble	Effectifs	31 464	37 014	52 168	62 401	61 894
	Coût moyen d'opération	148 007	148 860	149 828	153 408	153 974
	Montant moyen du PAS	97 941	95 749	95 002	90 378	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 120	2 143	2 272	2 188	2 187

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations
financées par un PAS de la génération 2011**

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	618	147	262	47	1 074
	Coût moyen d'opération	158 212	150 858	141 486	130 403	151 968
	Montant moyen du PAS	67 542	82 509	69 960	85 467	70 965
	Revenu mensuel moyen	2 367	2 218	2 289	-	2 325
Artisans, commerçants	Effectifs	755	361	898	81	2 095
	Coût moyen d'opération	177 972	148 472	159 424	148 914	163 837
	Montant moyen du PAS	103 989	92 507	99 371	73 729	98 861
	Revenu mensuel moyen	2 495	2 395	2 289	1 057	2 388
Cadres	Effectifs	1 262	461	1 297	195	3 215
	Coût moyen d'opération	193 316	173 595	176 714	164 507	182 141
	Montant moyen du PAS	101 152	104 154	104 860	75 911	101 547
	Revenu mensuel moyen	2 848	2 586	2 529	3 769	2 740
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 540	1 544	3 861	327	11 272
	Coût moyen d'opération	171 513	144 946	152 602	151 648	160 859
	Montant moyen du PAS	91 223	89 017	88 346	72 698	89 398
	Revenu mensuel moyen	2 320	2 213	2 190	2 602	2 284
Employés	Effectifs	9 319	2 596	7 215	617	19 747
	Coût moyen d'opération	164 213	139 387	146 042	142 400	153 670
	Montant moyen du PAS	89 031	85 930	86 415	70 328	87 083
	Revenu mensuel moyen	2 163	1 997	2 014	2 308	2 111
Ouvriers	Effectifs	11 816	3 060	6 540	262	21 678
	Coût moyen d'opération	159 290	125 113	138 420	118 448	147 677
	Montant moyen du PAS	96 031	86 833	90 390	66 680	92 676
	Revenu mensuel moyen	2 246	1 988	2 072	2 149	2 181
Retraités	Effectifs	290	83	489	18	880
	Coût moyen d'opération	150 372	122 695	126 644	97 215	133 416
	Montant moyen du PAS	64 029	59 319	57 513	52 518	59 728
	Revenu mensuel moyen	1 920	1 871	1 602	2 508	1 775
Inactifs	Effectifs	707	365	777	84	1 933
	Coût moyen d'opération	162 978	132 029	136 218	122 613	144 597
	Montant moyen du PAS	87 773	81 700	72 467	55 227	79 059
	Revenu mensuel moyen	2 067	1 634	1 791	2 106	1 897
Ensemble	Effectifs	30 307	8 617	21 339	1 631	61 894
	Coût moyen d'opération	164 811	137 025	146 269	141 357	153 974
	Montant moyen du PAS	92 332	87 560	88 277	70 516	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 250	2 040	2 072	2 336	2 187

Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par un PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

	2007		2008		2009		2010		2011		Evolution			
											07/08	08/09	09/10	10/11
Marié	13 011	41,4%	14 675	39,6%	18 069	34,6%	21 685	34,8%	21 411	34,6%	12,8%	23,1%	20,0%	-1,3%
Vivant maritalement	8 389	26,7%	10 243	27,7%	15 859	30,4%	18 629	29,9%	17 599	28,4%	22,1%	54,8%	17,5%	-5,5%
Veuf	290	0,9%	295	0,8%	356	0,7%	441	0,7%	390	0,6%	1,7%	20,7%	23,9%	-11,6%
Divorcé ou séparé	2 305	7,3%	2 916	7,9%	3 961	7,6%	4 790	7,7%	5 313	8,6%	26,5%	35,8%	20,9%	10,9%
Célibataire	7 469	23,7%	8 885	24,0%	13 923	26,7%	16 856	27,0%	17 181	27,8%	19,0%	56,7%	21,1%	1,9%
Ensemble	31 464	100%	37 014	100%	52 168	100%	62 401	100%	61 894	100%	17,6%	40,9%	19,6%	-0,8%

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées
par un PAS par génération**

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

		2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 07/08	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11
Marié	Effectifs	13 011	14 675	18 069	21 685	21 411	12,8%	23,1%	20,0%	-1,3%
	Coût moyen d'opération	162 094	162 558	162 230	166 826	168 206	0,3%	-0,2%	2,8%	0,8%
	Montant moyen du PAS	112 387	110 894	108 647	105 198	104 730	-1,3%	-2,0%	-3,2%	-0,4%
	Revenu mensuel moyen	2 339	2 353	2 497	2 430	2 449	0,6%	6,1%	-2,7%	0,8%
Vivant maritalement	Effectifs	8 389	10 243	15 859	18 629	17 599	22,1%	54,8%	17,5%	-5,5%
	Coût moyen d'opération	151 570	152 729	157 180	160 597	161 888	0,8%	2,9%	2,2%	0,8%
	Montant moyen du PAS	101 423	98 629	98 738	91 727	96 132	-2,8%	0,1%	-7,1%	4,8%
	Revenu mensuel moyen	2 326	2 331	2 487	2 370	2 386	0,2%	6,7%	-4,7%	0,7%
Veuf	Effectifs	290	295	356	441	390	1,7%	20,7%	23,9%	-11,6%
	Coût moyen d'opération	148 143	144 067	147 922	142 932	148 543	-2,8%	2,7%	-3,4%	3,9%
	Montant moyen du PAS	79 145	67 186	69 969	68 361	67 670	-15,1%	4,1%	-2,3%	-1,0%
	Revenu mensuel moyen	1 602	1 754	1 741	1 663	1 637	9,5%	-0,8%	-4,4%	-1,6%
Divorcé ou séparé	Effectifs	2 305	2 916	3 961	4 790	5 313	26,5%	35,8%	20,9%	10,9%
	Coût moyen d'opération	140 714	140 733	138 549	141 881	141 135	0,0%	-1,6%	2,4%	-0,5%
	Montant moyen du PAS	78 836	75 711	76 374	75 360	71 985	-4,0%	0,9%	-1,3%	-4,5%
	Revenu mensuel moyen	1 627	1 658	1 785	1 759	1 713	1,9%	7,7%	-1,4%	-2,6%
Célibataire	Effectifs	7 469	8 885	13 923	16 856	17 181	19,0%	56,7%	21,1%	1,9%
	Coût moyen d'opération	122 662	125 459	128 916	132 074	132 816	2,3%	2,8%	2,4%	0,6%
	Montant moyen du PAS	75 492	74 937	78 976	74 664	70 340	-0,7%	5,4%	-5,5%	-5,8%
	Revenu mensuel moyen	1 528	1 685	1 875	1 736	1 684	10,3%	11,2%	-7,4%	-3,0%
Ensemble	Effectifs	31 464	37 014	52 168	62 401	61 894	17,6%	40,9%	19,6%	-0,8%
	Coût moyen d'opération	148 007	148 860	149 828	153 408	153 974	0,6%	0,7%	2,4%	0,4%
	Montant moyen du PAS	97 941	95 749	95 002	90 378	89 695	-2,2%	-0,8%	-4,9%	-0,8%
	Revenu mensuel moyen	2 120	2 143	2 272	2 188	2 187	1,1%	6,0%	-3,7%	0,0%

Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par un PAS de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié	Effectifs	11 147	2 715	7 078	471	21 411
	Coût moyen d'opération	176 091	152 724	163 103	144 164	168 206
	Montant moyen du PAS	105 703	101 045	106 440	77 221	104 730
	Revenu mensuel moyen	2 492	2 319	2 378	2 513	2 449
Vivant maritalement	Effectifs	10 343	2 563	4 660	33	17 599
	Coût moyen d'opération	168 222	143 005	158 814	65 244	161 888
	Montant moyen du PAS	96 733	93 187	96 731	51 787	96 132
	Revenu mensuel moyen	2 431	2 183	2 316	2 414	2 386
Veuf	Effectifs	122	47	210	11	390
	Coût moyen d'opération	166 288	140 431	140 330	140 338	148 543
	Montant moyen du PAS	74 121	63 311	64 883	67 947	67 670
	Revenu mensuel moyen	1 783	1 548	1 512	1 777	1 637
Divorcé ou séparé	Effectifs	1 981	740	2 427	165	5 313
	Coût moyen d'opération	153 263	126 958	135 655	138 979	141 135
	Montant moyen du PAS	73 358	72 237	71 313	64 263	71 985
	Revenu mensuel moyen	1 747	1 676	1 664	2 428	1 713
Célibataire	Effectifs	6 714	2 552	6 964	951	17 181
	Coût moyen d'opération	144 651	117 908	125 462	143 082	132 816
	Montant moyen du PAS	69 280	72 453	70 776	68 959	70 340
	Revenu mensuel moyen	1 701	1 631	1 664	1 956	1 684
Ensemble	Effectifs	30 307	8 617	21 339	1 631	61 894
	Coût moyen d'opération	164 811	137 025	146 269	141 357	153 974
	Montant moyen du PAS	92 332	87 560	88 277	70 516	89 695
	Revenu mensuel moyen	2 250	2 040	2 072	2 336	2 187

Annexe 7 : Répartition des PAS DOM par département et par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012)

	2007		2008		2009		2010		2011	
Guadeloupe	1	2,0%	3	3,3%	6	4,2%	4	2,0%	7	2,4%
Martinique	8	15,7%	12	13,2%	24	16,9%	46	23,1%	58	19,7%
Guyane	0	0,0%	1	1,1%	2	1,4%	1	0,5%	8	2,7%
Réunion	42	82,4%	75	82,4%	110	77,5%	148	74,4%	221	75,2%
Ensemble	51	100%	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%

Répartition des PAS DOM par type d'opération et par génération

	2007		2008		2009		2010		2011	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	23	45,1%	30	33,0%	78	54,9%	109	54,8%	120	40,8%
Acquisition avec amélioration	7	13,7%	8	8,8%	10	7,0%	22	11,1%	51	17,3%
Acquisition sans amélioration	21	41,2%	47	51,6%	49	34,5%	51	25,6%	72	24,5%
Amélioration	0	0,0%	6	6,6%	5	3,5%	17	8,5%	51	17,3%
Ensemble	51	100%	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%

Caractéristiques des opérations PAS DOM par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012)

		2007	2008	2009	2010	2011
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	23	30	78	109	120
	Coût moyen d'opération	123 627	122 737	127 493	138 335	145 265
	Prêt moyen	83 904	88 372	86 826	89 090	90 693
	Revenu moyen (*)	-	2 188	2 118	2 197	2 155
Acquisition avec amélioration	Effectif	7	8	10	22	51
	Coût moyen d'opération	n.s.	n.s.	154 000	133 404	169 852
	Prêt moyen	n.s.	n.s.	101 638	78 440	112 411
	Revenu moyen (*)	-	-	1 260	2 790	
Acquisition sans amélioration	Effectif	21	47	49	51	72
	Coût moyen d'opération	100 458	104 462	116 800	108 790	124 804
	Prêt moyen	74 867	73 013	74 516	78 694	91 648
	Revenu moyen (*)	-	2 181	1 872	2 135	2 199
Amélioration	Effectif	0	6	5	17	51
	Coût moyen d'opération	-	n.s.	n.s.	124 971	130 581
	Prêt moyen	-	n.s.	n.s.	75 538	100 047
	Revenu moyen (*)	-	n.s.	n.s.		-
Ensemble	Effectif	51	91	142	199	294
	Coût moyen d'opération	113 158	114 895	125 057	129 132	141 917
	Prêt moyen	79 401	80 313	83 167	84 090	96 317
	Revenu moyen (*)		2 183	2 022	2 192	2 168

n.s. : non significatif

(*) Certaines données sont manquantes

Caractéristiques des bénéficiaires de PAS DOM par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012)

Taille du ménage

	2007		2008		2009		2010		2011	
Personne seule	6	11,8%	16	17,6%	23	16,2%	38	19,1%	53	18,0%
2 personnes	8	15,7%	16	17,6%	19	13,4%	30	15,1%	49	16,7%
3 personnes	12	23,5%	25	27,5%	34	23,9%	41	20,6%	76	25,9%
4 personnes	15	29,4%	26	28,6%	35	24,6%	67	33,7%	77	26,2%
5 personnes	8	15,7%	8	8,8%	22	15,5%	20	10,1%	29	9,9%
6 personnes et plus	2	3,9%	0	0,0%	9	6,3%	3	1,5%	10	3,4%
Ensemble	51	100%	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%
Taille moyenne	3,33		2,93		3,29		3,05		3,03	

Situation familiale des emprunteurs

	2007		2008		2009		2010		2011	
Marié	22	43,1%	30	33,0%	45	31,7%	76	38,2%	110	37,4%
Vivant maritalement	12	23,5%	25	27,5%	43	30,3%	33	16,6%	37	12,6%
Veuf	0	0,0%	1	1,1%	2	1,4%	2	1,0%	2	0,7%
Divorcé ou séparé	2	3,9%	4	4,4%	9	6,3%	11	5,5%	22	7,5%
Célibataire	15	29,4%	31	34,1%	43	30,3%	77	38,7%	123	41,8%
Ensemble	51	100%	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%

CSP des emprunteurs

	2007		2008		2009		2010		2011	
Agriculteurs	0	0,0%	1	0,011	1	0,7%	3	1,5%	8	2,7%
Artisans, commerçants	1	2,0%	2	2,2%	8	5,6%	5	2,5%	10	3,4%
Cadres	0	0,0%	7	7,7%	8	5,6%	14	7,0%	34	11,6%
Prof. Intermédiaires	16	31,4%	23	25,3%	51	35,9%	55	27,6%	66	22,4%
Employés	13	25,5%	32	35,2%	39	27,5%	73	36,7%	119	40,5%
Ouvriers	20	39,2%	23	25,3%	27	19,0%	44	22,1%	50	17,0%
Retraités	1	2,0%	1	1,1%	3	2,1%	3	1,5%	7	2,4%
Inactifs	0	0,0%	2	2,2%	5	3,5%	2	1,0%	0	0,0%
Ensemble	51	100%	91	100%	142	100%	199	100%	294	100%

Annexe 8 : Parts de marché des établissements producteurs de PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	826 (3.6%)	13.1 (3.3%)	1 087 (3.8%)	17.7 (3.5%)	1 039 (2.3%)	22.0 (2.0%)	912 (1.7%)	21.5 (1.3%)	695 (1.6%)	15.1 (1.3%)
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 577 (6.8%)	25.7 (6.5%)	1 867 (6.6%)	30.7 (6.1%)	2 577 (5.8%)	63.4 (5.7%)	4 760 (8.8%)	153.4 (9.1%)	3 627 (8.4%)	92.8 (7.9%)
Crédit Foncier de France	6 301 (27.3%)	120.8 (30.6%)	7 925 (28.0%)	158.2 (31.6%)	15 604 (34.9%)	465.1 (41.7%)	19 934 (37.0%)	752.0 (44.5%)	15 577 (35.9%)	483.2 (41.2%)
Société Générale	1 212 (5.3%)	20.1 (5.1%)	1 615 (5.7%)	26.5 (5.3%)	3 032 (6.8%)	56.8 (5.1%)	2 202 (4.1%)	47.3 (2.8%)	749 (1.7%)	16.5 (1.4%)
Crédit Agricole	5 133 (22.3%)	79.9 (20.3%)	7 188 (25.4%)	118.3 (23.7%)	9 607 (21.5%)	202.8 (18.2%)	10 945 (20.3%)	282.9 (16.8%)	11 696 (27.0%)	292.2 (24.9%)
LCL	359 (1.6%)	6.1 (1.5%)	227 (0.8%)	3.8 (0.8%)	639 (1.4%)	13.0 (1.2%)	562 (1.0%)	13.2 (0.8%)	18 (0.0%)	0.4 (0.0%)
Crédit Mutuel	3 699 (16.1%)	58.7 (14.9%)	3 642 (12.8%)	58.5 (11.7%)	5 338 (11.9%)	121.1 (10.8%)	6 166 (11.4%)	169.4 (10.0%)	4 457 (10.3%)	104.2 (8.9%)
CIC	1 540 (6.7%)	25.1 (6.4%)	1 776 (6.3%)	29.0 (5.8%)	1 440 (3.2%)	28.8 (2.6%)	1 475 (2.7%)	34.7 (2.1%)	1 047 (2.4%)	25.3 (2.2%)
BNP/PARIBAS	1 108 (4.8%)	19.1 (4.8%)	1 271 (4.5%)	21.8 (4.4%)	1 839 (4.1%)	39.5 (3.5%)	1 129 (2.1%)	26.0 (1.5%)	576 (1.3%)	14.3 (1.2%)
BNP Paribas Personal Finance	1 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	2 (0.0%)	0.1 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
Crédit Immobilier de France	1 288 (5.6%)	25.7 (6.5%)	1 754 (6.2%)	35.4 (7.1%)	3 573 (8.0%)	103.3 (9.3%)	5 803 (10.8%)	187.7 (11.1%)	4 926 (11.4%)	128.4 (11.0%)
Ensemble	23 044	394,3	28 352	499,9	44 690	1 115,9	53 888	1 688,0	43 368	1 172,5

Annexe 9 : Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

Zone géographique

	2007		2008		2009		2010		2011		Evolution 07/08	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11
Zone A	2 644	11,5%	3 502	12,4%	6 199	13,9%	6 159	11,4%	4 852	11,2%	32,5%	77,0%	-0,6%	-21,2%
Neuf	316	1,4%	541	1,9%	1 481	3,3%	2 365	4,4%	1 989	4,6%	71,2%	173,8%	59,7%	-15,9%
Acquisition avec amélioration	173	0,8%	239	0,8%	456	1,0%	457	0,8%	83	0,2%	38,2%	90,8%	0,2%	-81,8%
Acquisition seule	2 155	9,4%	2 722	9,6%	4 262	9,5%	3 337	6,2%	2 780	6,4%	26,3%	56,6%	-21,7%	-16,7%
Zone B1	3 597	15,6%	4 274	15,1%	7 717	17,3%	9 196	17,1%	8 080	18,6%	18,8%	80,6%	19,2%	-12,1%
Neuf	859	3,7%	1 429	5,0%	2 918	6,5%	4 970	9,2%	3 696	8,5%	66,4%	104,2%	70,3%	-25,6%
Acquisition avec amélioration	448	1,9%	512	1,8%	1 164	2,6%	950	1,8%	443	1,0%	14,3%	127,3%	-18,4%	-53,4%
Acquisition seule	2 290	9,9%	2 333	8,2%	3 635	8,1%	3 276	6,1%	3 941	9,1%	1,9%	55,8%	-9,9%	20,3%
Zone B2	4 201	18,2%	5 190	18,3%	8 546	19,1%	11 151	20,7%	8 830	20,4%	23,5%	64,7%	30,5%	-20,8%
Neuf	1 423	6,2%	2 019	7,1%	3 744	8,4%	6 358	11,8%	3 800	8,8%	41,9%	85,4%	69,8%	-40,2%
Acquisition avec amélioration	711	3,1%	877	3,1%	1 564	3,5%	1 568	2,9%	1 018	2,3%	23,3%	78,3%	0,3%	-35,1%
Acquisition seule	2 067	9,0%	2 294	8,1%	3 238	7,2%	3 225	6,0%	4 012	9,3%	11,0%	41,2%	-0,4%	24,4%
Zone C	12 602	54,7%	15 386	54,3%	22 228	49,7%	27 382	50,8%	21 606	49,8%	22,1%	44,5%	23,2%	-21,1%
Neuf	7 453	32,3%	9 521	33,6%	13 494	30,2%	18 572	34,5%	12 903	29,8%	27,7%	41,7%	37,6%	-30,5%
Acquisition avec amélioration	1 798	7,8%	2 169	7,7%	3 554	8,0%	3 651	6,8%	2 461	5,7%	20,6%	63,9%	2,7%	-32,6%
Acquisition seule	3 351	14,5%	3 696	13,0%	5 180	11,6%	5 159	9,6%	6 242	14,4%	10,3%	40,2%	-0,4%	21,0%
Ensemble	23 044	100%	28 352	100%	44 690	100%	53 888	100%	43 368	100%	23,0%	57,6%	20,6%	-19,5%

NB: au sens du zonage de Robien

Type d'opération

	2007		2008		2009		2010		2011		Evolution 07/08	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11
Neuf	10 051	43,6%	13 510	47,7%	21 637	48,4%	32 265	59,9%	22 388	51,6%	34,4%	60,2%	49,1%	-30,6%
Acquisition avec amélioration	3 130	13,6%	3 797	13,4%	6 738	15,1%	6 626	12,3%	4 005	9,2%	21,3%	77,5%	-1,7%	-39,6%
Acquisition seule	9 863	42,8%	11 045	39,0%	16 315	36,5%	14 997	27,8%	16 975	39,1%	12,0%	47,7%	-8,1%	13,2%
Ensemble	23 044	100,0%	28 352	100,0%	44 690	100,0%	53 888	100,0%	43 368	100,0%	23,0%	57,6%	20,6%	-19,5%

Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

		2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 07/08	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11
Neuf	Effectifs	10 051	13 510	21 637	32 265	22 388	34,4%	60,2%	49,1%	-30,6%
	Coût moyen d'opération	147 720	149 275	154 970	161 493	164 258	1,1%	3,8%	4,2%	1,7%
	Prêt moyen	19 793	20 148	35 621	42 251	34 873	1,8%	76,8%	18,6%	-17,5%
	Revenu mensuel moyen	2 277	2 209	2 335	2 277	2 263	-3,0%	5,7%	-2,5%	-0,6%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	3 130	3 797	6 738	6 626	4 005	21,3%	77,5%	-1,7%	-39,6%
	Coût moyen d'opération	123 164	122 409	125 462	122 774	119 326	-0,6%	2,5%	-2,1%	-2,8%
	Prêt moyen	14 302	14 307	13 976	14 320	14 184	0,0%	-2,3%	2,5%	-0,9%
	Revenu mensuel moyen	1 944	1 910	2 057	1 961	2 051	-1,7%	7,7%	-4,7%	4,6%
Acquisition seule	Effectifs	9 863	11 045	16 315	14 997	16 975	12,0%	47,7%	-8,1%	13,2%
	Coût moyen d'opération	138 878	140 163	143 117	140 905	142 179	0,9%	2,1%	-1,5%	0,9%
	Prêt moyen	15 267	15 701	15 388	15 327	19 731	2,8%	-2,0%	-0,4%	28,7%
	Revenu mensuel moyen	2 025	2 082	2 233	2 106	2 096	2,8%	7,3%	-5,7%	-0,5%
Ensemble	Effectifs	23 044	28 352	44 690	53 888	43 368	23,0%	57,6%	20,6%	-19,5%
	Coût moyen d'opération	140 600	142 130	146 191	151 011	151 461	1,1%	2,9%	3,3%	0,3%
	Prêt moyen	17 110	17 633	24 971	31 324	27 035	3,1%	41,6%	25,4%	-13,7%
	Revenu mensuel moyen	2 133	2 121	2 259	2 195	2 197	-0,5%	6,5%	-2,8%	0,1%

Zone géographique

		2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 07/08	Evolution 08/09	Evolution 09/10	Evolution 10/11
Zone A	Effectifs	2 644	3 502	6 199	6 159	4 852	32,5%	77,0%	-0,6%	-21,2%
	Coût moyen d'opération	165 450	168 756	172 191	180 890	186 571	2,0%	2,0%	5,1%	3,1%
	Prêt moyen	21 402	21 929	26 997	33 837	41 289	2,5%	23,1%	25,3%	22,0%
	Revenu mensuel moyen	2 230	2 275	2 439	2 408	2 432	2,0%	7,2%	-1,3%	1,0%
Zone B1	Effectifs	3 597	4 274	7 717	9 196	8 080	18,8%	80,6%	19,2%	-12,1%
	Coût moyen d'opération	146 537	148 390	152 402	157 535	160 078	1,3%	2,7%	3,4%	1,6%
	Prêt moyen	15 300	16 445	23 154	31 132	31 582	7,5%	40,8%	34,5%	1,4%
	Revenu mensuel moyen	2 030	2 004	2 202	2 111	2 116	-1,3%	9,9%	-4,1%	0,3%
Zone B2	Effectifs	4 201	5 190	8 546	11 151	8 830	23,5%	64,7%	30,5%	-20,8%
	Coût moyen d'opération	135 930	136 909	141 041	147 607	145 400	0,7%	3,0%	4,7%	-1,5%
	Prêt moyen	16 067	16 538	24 805	32 384	25 322	2,9%	50,0%	30,6%	-21,8%
	Revenu mensuel moyen	2 041	2 011	2 191	2 156	2 158	-1,5%	9,0%	-1,6%	0,1%
Zone C	Effectifs	12 602	15 386	22 228	27 382	21 606	22,1%	44,5%	23,2%	-21,1%
	Coût moyen d'opération	135 365	136 219	138 988	143 713	143 279	0,6%	2,0%	3,4%	-0,3%
	Prêt moyen	17 073	17 354	25 100	30 391	22 835	1,6%	44,6%	21,1%	-24,9%
	Revenu mensuel moyen	2 163	2 141	2 243	2 186	2 196	-1,0%	4,8%	-2,5%	0,5%
Ensemble	Effectifs	23 044	28 352	44 690	53 888	43 368	23,0%	57,6%	20,6%	-19,5%
	Coût moyen d'opération	140 600	142 130	146 191	151 011	151 461	1,1%	2,9%	3,3%	0,3%
	Prêt moyen	17 110	17 633	24 971	31 324	27 035	3,1%	41,6%	25,4%	-13,7%
	Revenu mensuel moyen	2 133	2 121	2 259	2 195	2 197	-0,5%	6,5%	-2,8%	0,1%

NB: au sens du zonage de Robien

Caractéristiques des opérations et des zones des PTZ garantis de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	1 989	83	2 780	4 852
	Coût moyen d'opération	206 119	169 822	173 428	186 571
	Prêt moyen	62 221	25 217	26 793	41 289
	Revenu mensuel moyen	2 507	2 412	2 334	2 432
Zone B1	Effectifs	3 696	443	3 941	8 080
	Coût moyen d'opération	174 225	137 750	149 273	160 078
	Prêt moyen	43 729	19 833	21 511	31 582
	Revenu mensuel moyen	2 138	2 199	2 070	2 116
Zone B2	Effectifs	3 800	1 018	4 012	8 830
	Coût moyen d'opération	167 458	118 561	131 334	145 400
	Prêt moyen	35 475	14 971	18 332	25 322
	Revenu mensuel moyen	2 274	2 013	2 023	2 158
Zone C	Effectifs	12 903	2 461	6 242	21 606
	Coût moyen d'opération	154 472	114 760	131 376	143 279
	Prêt moyen	27 943	12 469	16 361	22 835
	Revenu mensuel moyen	2 258	2 037	2 066	2 196
Ensemble	Effectifs	22 388	4 005	16 975	43 368
	Coût moyen d'opération	164 258	119 326	142 179	151 461
	Prêt moyen	34 873	14 184	19 731	27 035
	Revenu mensuel moyen	2 263	2 051	2 096	2 197

NB: au sens du zonage de Robien

Annexe 10 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'un PTZ garanti de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en métropole)

2011		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	364	56	185	605
	Coût moyen d'opération	155 652	139 176	144 531	150 731
	Prêt moyen	28 107	13 257	16 140	23 073
	Revenu mensuel moyen	2 237	2 481	2 191	2 262
Artisans, commerçants	Effectifs	555	146	700	1 401
	Coût moyen d'opération	175 238	133 526	158 697	162 605
	Prêt moyen	34 209	15 951	21 159	25 786
	Revenu mensuel moyen	2 414	2 552	2 376	2 409
Cadres	Effectifs	908	136	1 081	2 125
	Coût moyen d'opération	192 506	155 490	171 640	179 577
	Prêt moyen	43 586	19 629	23 241	31 703
	Revenu mensuel moyen	2 858	2 422	2 564	2 730
Prof. Intermédiaires	Effectifs	4 049	593	3 115	7 757
	Coût moyen d'opération	170 924	126 381	147 818	158 230
	Prêt moyen	37 009	15 634	20 406	28 708
	Revenu mensuel moyen	2 325	2 229	2 172	2 275
Employés	Effectifs	6 953	1 076	5 691	13 720
	Coût moyen d'opération	163 549	117 751	141 377	150 748
	Prêt moyen	35 609	14 386	19 965	27 456
	Revenu mensuel moyen	2 166	1 959	2 017	2 108
Ouvriers	Effectifs	8 905	1 825	5 239	15 969
	Coût moyen d'opération	159 138	114 254	133 974	145 737
	Prêt moyen	33 027	13 189	18 726	26 068
	Revenu mensuel moyen	2 266	2 004	2 093	2 197
Retraités	Effectifs	162	28	272	462
	Coût moyen d'opération	143 418	93 356	119 316	126 126
	Prêt moyen	24 880	9 881	14 282	17 732
	Revenu mensuel moyen	1 851	2 303	1 753	1 837
Inactifs	Effectifs	492	145	692	1 329
	Coût moyen d'opération	163 875	117 141	134 798	143 562
	Prêt moyen	33 277	13 580	18 542	23 455
	Revenu mensuel moyen	2 139	1 989	1 746	1 937
Ensemble	Effectifs	22 388	4 005	16 975	43 368
	Coût moyen d'opération	164 258	119 326	142 179	151 461
	Prêt moyen	34 873	14 184	19 731	27 035
	Revenu mensuel moyen	2 263	2 051	2 096	2 197

Annexe 11 : Répartition des PTZG DOM par département et par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012)

	2007		2008		2009		2010		2011	
Guadeloupe	1	5,0%	3	2,6%	5	3,5%	3	1,8%	6	2,1%
Martinique	4	20,0%	6	5,3%	18	12,5%	34	20,5%	48	16,7%
Guyane	0	0,0%	2	1,8%	2	1,4%	0	0,0%	6	2,1%
Réunion	15	75,0%	103	90,4%	119	82,6%	129	77,7%	227	79,1%
Ensemble	20	100%	114	100%	144	100%	166	100%	287	100%

Répartition des PTZG DOM par type d'opération

		2007	2008	2009	2010	2011
Neuf	Effectifs	13	74	95	106	185
	Coût moyen	108 032	111 992	128 788	129 639	144 569
	Prêt moyen	24 363	25 918	36 682	36 693	45 327
	Revenu moyen (*)	2 345	2 057	2 232	2 245	2 176
Acquisition avec amélioration	Effectifs	0	5	7	9	16
	Coût moyen	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	124 147
	Prêt moyen	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	24 271
	Revenu moyen (*)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	2 594
Acquisition seule	Effectifs	7	35	42	51	86
	Coût moyen	n.s.	121 204	119 388	113 308	131 814
	Prêt moyen	n.s.	26 061	22 271	21 859	24 007
	Revenu moyen (*)	1 932	26 061	1 843	2 129	2 035
Ensemble	Effectifs	20	114	144	166	287
	Coût moyen	105 783	113 366	124 638	122 503	139 729
	Prêt moyen	21 176	25 734	31 733	31 210	37 764
	Revenu moyen (*)	2 139	2 083	2 095	2 216	2 152

n.s. : non significatif

(*) Certaines données sont manquantes

Annexe 12 : Caractéristiques des bénéficiaires de PTZG DOM par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2012)

Taille du ménage

	2007		2008		2009		2010		2011	
Personne seule	5	25,0%	13	11,4%	26	18,1%	37	22,3%	46	16,0%
2 personnes	2	10,0%	23	20,2%	17	11,8%	20	12,0%	51	17,8%
3 personnes	3	15,0%	32	28,1%	33	22,9%	38	22,9%	83	28,9%
4 personnes	6	30,0%	29	25,4%	48	33,3%	51	30,7%	66	23,0%
5 personnes	3	15,0%	13	11,4%	15	10,4%	17	10,2%	33	11,5%
6 personnes et plus	1	5,0%	4	3,5%	5	3,5%	3	1,8%	8	2,8%
Ensemble	20	100%	114	100%	144	100%	166	100%	287	100%
Taille moyenne	3,15		3,16		3,17		3,00		3,05	

Situation familiale des emprunteurs

	2007		2008		2009		2010		2011	
Marié	10	50,0%	42	36,8%	60	41,7%	58	34,9%	115	40,1%
Vivant maritalement	3	15,0%	35	30,7%	30	20,8%	39	23,5%	71	24,7%
Veuf	0	0,0%	2	1,8%	0	0,0%	2	1,2%	1	0,3%
Divorcé ou séparé	0	0,0%	5	4,4%	9	6,3%	8	4,8%	20	7,0%
Célibataire	7	35,0%	30	26,3%	45	31,3%	59	35,5%	80	27,9%
Ensemble	20	100%	114	100%	144	100%	166	100%	287	100%

CSP des emprunteurs

	2007		2008		2009		2010		2011	
Agriculteurs	0	0,0%	1	0,9%	0	0,0%	1	0,6%	7	2,4%
Artisans, commerçants	1	5,0%	3	2,6%	9	6,3%	3	1,8%	12	4,2%
Cadres	0	0,0%	8	7,0%	8	5,6%	13	7,8%	26	9,1%
Prof. Intermédiaires	3	15,0%	33	28,9%	59	41,0%	45	27,1%	59	20,6%
Employés	6	30,0%	38	33,3%	37	25,7%	59	35,5%	129	44,9%
Ouvriers	10	50,0%	28	24,6%	26	18,1%	41	24,7%	49	17,1%
Retraités	0	0,0%	2	1,8%	0	0,0%	2	1,2%	4	1,4%
Inactifs	0	0,0%	1	0,9%	5	3,5%	2	1,2%	1	0,3%
Ensemble	20	100%	114	100%	144	100%	166	100%	287	100%

Annexe 13 : Parts de marché des établissements producteurs de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	0	0,0	0,0%
Caisses d'Epargne (BPCE)	0	0,0	0,0%
Crédit Foncier de France	62	0,9	4,8%
Société Générale	0	0,0	0,0%
Crédit Agricole	1 052	18,0	95,2%
LCL	0	0,0	0,0%
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
BNP Paribas Personal Finance	0	0,0	0,0%
Crédit Immobilier de France	0	0,0	0,0%
Ensemble	1 114	18,9	100%

Annexe 14 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

Eco-prêts garantis de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

2011		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Zone A	Effectifs	23	13	0	1	37 (3.3%)
	Montant moyen prêté	12 986	23 804	n.s	n.s	16 706
	Coût moyen des travaux	16 553	33 197	n.s	n.s	22 881
	Durée moyenne du prêt	100	114	n.s	n.s	103
Zone B1	Effectifs	55	25	2	3	85 (7.6%)
	Montant moyen prêté	12 235	24 162	n.s	8 667	15 668
	Coût moyen des travaux	13 767	31 855	n.s	11 395	19 118
	Durée moyenne du prêt	105	119	n.s	82	109
Zone B2	Effectifs	85	51	1	2	139 (12.5%)
	Montant moyen prêté	13 880	20 898	n.s	n.s	16 325
	Coût moyen des travaux	15 567	23 100	n.s	n.s	18 167
	Durée moyenne du prêt	100	114	n.s	n.s	114
Zone C	Effectifs	457	322	6	68	853 (76.6%)
	Montant moyen prêté	14 723	22 780	n.s	7 507	17 230
	Coût moyen des travaux	17 027	27 537	n.s	8 810	20 420
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	99	112
Ensemble	Effectifs	620	411	9	74	1 114
	Montant moyen prêté	14 322	22 663	n.s	7 614	16 982
	Coût moyen des travaux	16 520	27 428	n.s	9 255	20 122
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112

n.s. : non significatif

NB: au sens du zonage de Robien

Type de travaux

Bouquet 2 actions	620	55,7%
Bouquets 3 actions ou plus	411	36,9%
Performance globale	9	0,8%
Assainissement	74	6,6%

Ensemble	1 114	100%
-----------------	--------------	-------------

**Annexe 15 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs
bénéficiant d'un Eco-prêt garanti de la génération 2011**

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

2011		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	83	78	0	9	170
	Montant moyen prêté	15 904	23 980	n.s	n.s	19 147
	Coût moyen des travaux	19 929	28 851	n.s	8 006	23 391
	Durée moyenne du prêt	113	117	n.s	103	114
Artisans, commerçants	Effectifs	32	29	1	3	65
	Montant moyen prêté	14 474	23 716	8 144	n.s	18 203
	Coût moyen des travaux	18 078	28 262	8 145	n.s	22 130
	Durée moyenne du prêt	110	117	96	n.s	113
Cadres	Effectifs	33	30	0	5	68
	Montant moyen prêté	14 307	26 354	n.s	n.s	19 160
	Coût moyen des travaux	16 751	32 872	n.s	n.s	23 664
	Durée moyenne du prêt	113	124	n.s	n.s	117
Prof. Intermédiaires	Effectifs	99	61	1	9	170
	Montant moyen prêté	14 093	20 768	30 000	n.s	16 255
	Coût moyen des travaux	16 436	24 343	61 873	n.s	19 157
	Durée moyenne du prêt	109	118	120	n.s	112
Employés	Effectifs	129	87	2	14	232
	Montant moyen prêté	14 485	23 126	n.s	7 659	17 346
	Coût moyen des travaux	15 723	28 310	n.s	10 029	20 121
	Durée moyenne du prêt	115	117	n.s	91	115
Ouvriers	Effectifs	116	52	1	17	186
	Montant moyen prêté	14 407	21 734	n.s	7 200	15 754
	Coût moyen des travaux	16 338	24 903	n.s	7 881	17 907
	Durée moyenne du prêt	112	120	n.s	112	114
Retraités	Effectifs	92	57	4	13	166
	Montant moyen prêté	13 029	20 376	n.s	7 578	15 183
	Coût moyen des travaux	14 933	25 785	n.s	8 682	18 309
	Durée moyenne du prêt	97	112	n.s	77	101
Inactifs	Effectifs	36	17	0	4	57
	Montant moyen prêté	13 626	23 247	n.s	n.s	16 157
	Coût moyen des travaux	14 798	29 655	n.s	n.s	18 899
	Durée moyenne du prêt	102	118	n.s	n.s	106
Ensemble	Effectifs	620	411	9	74	1 114
	Montant moyen prêté	14 322	22 663	n.s	7 614	16 966
	Coût moyen des travaux	16 520	27 428	n.s	9 255	20 104
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112

n.s. : non significatif

Annexe 16 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2011

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

2011		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	29	12	1	3	45
	Montant moyen prêté	14 041	22 790	6 500	7 512	15 771
	Coût moyen des travaux	14 777	24 218	6 619	15 390	17 154
	Durée moyenne du prêt	112	120	36	112	113
H1b	Effectifs	26	22	0	3	51
	Montant moyen prêté	14 479	24 668	0	n.s	18 518
	Coût moyen des travaux	16 233	27 494	0	n.s	20 682
	Durée moyenne du prêt	120	120	0	n.s	119
H1c	Effectifs	289	186	2	27	504
	Montant moyen prêté	14 534	23 481	n.s	7 342	17 446
	Coût moyen des travaux	17 028	29 255	n.s	8 279	21 058
	Durée moyenne du prêt	110	118	n.s	97	112
H2a	Effectifs	61	53	1	17	132
	Montant moyen prêté	15 020	20 560	n.s	7 252	16 358
	Coût moyen des travaux	19 260	26 677	n.s	7 849	21 091
	Durée moyenne du prêt	115	119	n.s	106	116
H2b	Effectifs	24	26	2	6	58
	Montant moyen prêté	15 153	17 854	n.s	7 477	15 682
	Coût moyen des travaux	15 936	19 962	n.s	8 624	17 104
	Durée moyenne du prêt	110	119	n.s	83	111
H2c	Effectifs	95	50	2	11	158
	Montant moyen prêté	13 315	23 784	n.s	8 014	16 234
	Coût moyen des travaux	14 761	27 850	n.s	9 603	18 533
	Durée moyenne du prêt	104	113	n.s	92	106
H2d	Effectifs	65	41	1	5	112
	Montant moyen prêté	14 119	22 526	20 000	n.s	16 986
	Coût moyen des travaux	15 958	24 160	33 936	n.s	18 848
	Durée moyenne du prêt	107	116	120	n.s	109
H3	Effectifs	31	21	0	2	54
	Montant moyen prêté	13 966	22 107	0	10 000	16 985
	Coût moyen des travaux	15 288	29 525	0	23 627	21 133
	Durée moyenne du prêt	104	115	0	78	107
Ensemble	Effectifs	620	411	9	74	1 114
	Montant moyen prêté	14 322	22 663	n.s	7 614	16 966
	Coût moyen des travaux	16 520	27 428	n.s	9 255	20 104
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112

n.s. : non significatif

**Annexe 17 : Caractéristiques des périodes d'achèvement et des types de travaux
des Eco-prêts garantis de la génération 2011**

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

2011		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Avant 1949	Effectifs	216	224	0	34	474
	Montant moyen prêté	15 062	22 850	0	7 661	18 212
	Coût moyen des travaux	17 764	27 538	0	8 776	21 738
	Durée moyenne du prêt	113	116	0	94	113
Entre 1949 et 1974	Effectifs	235	124	5	17	381
	Montant moyen prêté	13 829	22 159	n.s	7 060	16 258
	Coût moyen des travaux	15 755	27 320	n.s	9 330	19 323
	Durée moyenne du prêt	110	120	n.s	97	113
Entre 1975 et 1989	Effectifs	169	63	4	23	259
	Montant moyen prêté	14 061	22 987	n.s	7 955	15 729
	Coût moyen des travaux	15 995	27 249	n.s	9 908	18 263
	Durée moyenne du prêt	104	117	n.s	102	107
Ensemble	Effectifs	620	411	9	74	1 114
	Montant moyen prêté	14 322	22 663	n.s	7 614	16 966
	Coût moyen des travaux	16 520	27 428	n.s	9 255	20 104
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112

n.s. : non significatif

**Annexe 18 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement
et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2011**

(déclarations arrêtées au 16/02/2012 en France entière)

2011			Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	555	360	7	74	996
		Montant moyen prêté	14 695	23 245	n.s	7 614	17 287
		Coût moyen des travaux	16 942	28 391	n.s	9 255	20 569
		Durée moyenne du prêt	110	118	n.s	97	112
	Appartement	Effectifs	65	51	2	0	118
		Montant moyen prêté	11 136	18 551	n.s	0	14 263
		Coût moyen des travaux	12 915	20 631	n.s	0	16 185
		Durée moyenne du prêt	106	114	n.s	0	109
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	574	324	8	69	975
		Montant moyen prêté	14 242	23 048	n.s	7 575	16 708
		Coût moyen des travaux	16 446	28 068	n.s	9 321	19 851
		Durée moyenne du prêt	109	117	n.s	95	110
	En location	Effectifs	28	59	0	4	91
		Montant moyen prêté	14 813	19 716	0	8 170	17 700
		Coût moyen des travaux	16 224	23 820	0	8 406	20 805
		Durée moyenne du prêt	122	117	0	120	119
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	15	20	1	1	37
		Montant moyen prêté	16 338	25 146	17 699	n.s	20 914
		Coût moyen des travaux	20 014	29 053	17 700	n.s	24 516
		Durée moyenne du prêt	124	123	120	n.s	123
	Vacant	Effectifs	3	8	0	0	11
		Montant moyen prêté	n.s	n.s	0	0	20 490
		Coût moyen des travaux	n.s	n.s	0	0	21 885
		Durée moyenne du prêt	n.s	n.s	0	0	109
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	597	402	9	74	1 082
		Montant moyen prêté	14 494	22 868	n.s	7 614	17 146
		Coût moyen des travaux	16 757	27 723	n.s	9 255	20 360
		Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112
	Copropriété	Effectifs	6	4	0	0	10
		Montant moyen prêté	n.s	n.s	0	0	9 968
		Coût moyen des travaux	n.s	n.s	0	0	11 735
		Durée moyenne du prêt	n.s	n.s	0	0	114
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	17	5	0	0	22
		Montant moyen prêté	9 921	n.s	0	0	11 303
		Coût moyen des travaux	9 982	n.s	0	0	11 351
		Durée moyenne du prêt	97	n.s	0	0	103
Ensemble	Effectifs	620	411	9	74	1 114	
	Montant moyen prêté	14 322	22 663	n.s	7 614	16 966	
	Coût moyen des travaux	16 520	27 428	n.s	9 255	20 104	
	Durée moyenne du prêt	110	117	n.s	97	112	

n.s. : non significatif